

**DOSNIER**

**POLOGNE**

p.6-7

Le N° 2 Fr.

No 225 16 février 1980

onzième année

# la brèche

organe bimensuel de la  
**Ligue Marxiste Révolutionnaire**  
section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale



“Vous écoutez l’émission de 21 heures du service “presse et radio” du Conseil fédéral. Le Conseil fédéral a interdit plusieurs partis et groupements politiques. Des précisions à ce sujet vous seront fournies par notre correspondant parlementaire.

## Le Conseil fédéral a notamment interdit le Parti du Travail, la Ligue Marxiste Révolutionnaire

et l’Action Suisse nouvelle, ainsi que, naturellement, le Parti des travailleurs immigrés en Suisse. Comme l’indique le Conseil fédéral, il est devenu évident que ces organisations ont contribué de manière importante à la subversion de la sécurité intérieure (...)

*(Radio Suisse,  
Informations)*

*suite page 3*

# sommaire

## EDITO

Un exemple de contrôle ouvrier sur les effectifs 3

## POLITIQUE

"Le Conseil fédéral a notamment interdit le PdT et la LMR (...)" 3

Armement : en louchant du côté de l'OTAN 4

Elections bâloises : pas de majorité de gauche 5

Fête du journal "Vorwärts" à Zurich 5

le PdT réprime la liberté d'expression 8

KIS : tout un peuple en fiches... 8

Lausanne, les inculpés du GAP libérés 9

## DOSSIER

POLOGNE : l'opposition contre la bureaucratie 6-7

Défendre tous les opposants 7

## ANTINUCLEAIRE

Déchets nucléaires : non aux forages de la CEDRA 9

## INTERNATIONAL

Derrière le boycott des J.O. : l'offensive impérialiste 10

TUNISIE : 2 ans après la grève générale, la crise reste ouverte 10

## GRANDE-BRETAGNE :

la grève de la sidérurgie se durcit 11

IRAN : Bani Sadr, un nouveau Soares ? 11

AMERIQUE CENTRALE ET CARAIBES :

la montée des luttes 12

PEROU : Hugo Blanco candidat 12

## Morale et politique : une mise au point

La réponse aux camarades Mi-Ja contenait, à leur avis, un malentendu d'interprétation qu'ils tenaient à rectifier. Quant au débat de fond, il ne pourrait être repris que dans un autre cadre, plus théorique, que la brèche ne peut assurer.

La Rédaction

Vous avez mal lu notre texte et la position, certes incompatible avec le marxisme, que vous nous attribuez n'est pas la nôtre.

1. Nous ne partageons pas le pessimisme que vous nous attribuez car nous n'avons pas écrit que l'individu doit reconnaître son incapacité à donner un sens à sa vie mais que la constitution doit reconnaître son incapacité (à elle) d'émettre au niveau des principes qu'elle proclame une affirmation à ce sujet. Un tel principe se justifierait dans une constitution socialiste dans la mesure où le "je" est une donnée anthropologique, où l'assignation d'un sens à la vie est une tâche inéluctable et un droit inaliénable, où définit ainsi la sphère d'existence privée n'assimile pas l'individu à un être atomisé, capriciel, aliéné, propriétaire, enfin dans la mesure où il n'y a pas qu'une manière cohérente et non aliénée d'interpréter son vécu.

2. Nous n'affirmons pas comme BHL que le marxisme manque d'une dimension morale. Nous disons exactement le contraire : soit qu'à prendre au sérieux les exigences éthiques de BHL on est obligé de constater qu'elles sont systématiquement bafouées par les défenseurs de la propriété privée mais respectées dans les décisions du marxisme révolutionnaire. Pour nous, donner une véritable gifle à BHL et à toutes les belles âmes qui s'y réfèrent pour justifier leur passivité face à la barbarie actuelle, c'est montrer que seule notre conception politique satisfait l'exigence éthique. En partant de BHL nous pensions ébranler quelque

peu la bonne conscience de tous ceux, par exemple certains protestants, qui croient être mieux au service de l'individu, de la dignité humaine, en évitant de se confronter avec la responsabilité politique. Nous avons certes sous-estimé l'obstacle que représentait la référence à BHL étant donnée son action politique droitrière. Mais la problématique théorique soulevée par notre article existe indépendamment de BHL. Ce n'est pas parce qu'il ne suffit pas d'écrire une constitution socialiste pour passer à une société socialiste que nous sommes dispensés d'explicitier les principes directeurs (et non le détail de chaque article) qui seraient à la base d'une telle constitution. Enfin, si nous proposons de réexaminer le concept de matérialisme c'est parce que l'articulation entre psychologie et sciences sociales nous semble peu claire parce qu'on ne peut aborder correctement les questions relatives au mode de vie sans avoir examiné l'aspect philosophique du problème, soit la nature du lien entre l'individu et son milieu socio-historique.

Mi-Ja

## L'objection, ça se discute

Militant antimilitariste de longue date, F. Nicod - musicien du groupe Notamment - a décidé d'objecter politiquement. La hiérarchie militaire lui

a aussitôt servi un de ses plats préférés : il n'a été averti que très tardivement de son procès (prévu pour le 27 février), la salle prévue est plus que restreinte, il semble que le même juge qui l'avait déjà condamné lors du procès d'Yverdon officiera à nouveau, etc.

Cependant, ce n'est pas pour discuter de ces irrégularités, monnaie courante de la justice militaire, qu'une fête (voir notre rubrique "Allez-y voir vous-même") est organisée deux jours avant le procès, mais pour pouvoir entre autres débattre de l'objection, de l'antimilitarisme et de la défense nationale. A ce débat participeront des représentants des divers courants antimilitaristes.

## A nos abonnés

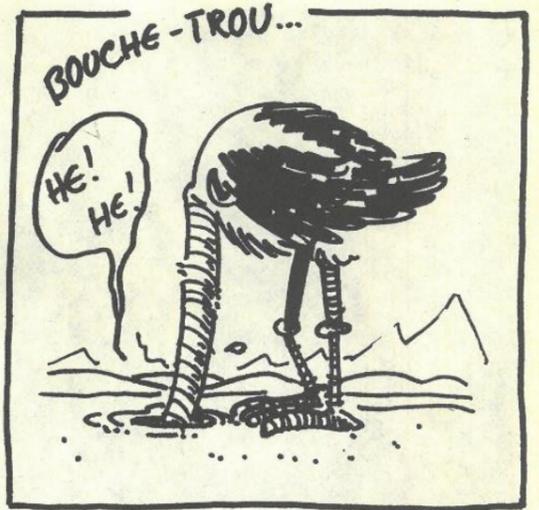
Notre machine à adresser ayant eu une série d'ennuis techniques, qui ne sont apparus qu'une fois l'expédition du journal effectuée, certains abonnés n'ont peut-être pas reçu les numéros 223 et 224 de la brèche. Si tel était le cas, nous les prions de bien vouloir prendre contact avec la rédaction qui leur fera parvenir les numéros manquants ou prolongera leur abonnement.

## SI NOS ACTIVITES ET NOTRE POLITIQUE VOUS INTERESSENT :

## PRENEZ CONTACT

### LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE Section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale

case postale 13, 2 500 Biéne 4  
case postale 829, 2 301 La Chaux de Fonds  
case postale 59, 2 800 Delémont 1  
case postale 28, 1 700 Fribourg 6  
case postale 858, 1 211 Genève 3 (022) 20 68 02  
case postale 592, 1 000 Lausanne 17 (021) 23 05 91  
case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2  
casella postale 225, 6 901 Lugano



8bis rue de la Tour, 1004 Lausanne, tél. 23 05 91.

LIBRAIRIE  
**La Taupé**

22 rue Saint-Léger, 1 204 Genève, tél. 20 68 02.



# abonnez-vous

## Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50  
une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-  
une année, enveloppe fermée : fr. 55.-  
une année, étranger (Europe) : fr. 80.-  
Outre-mer : prendre contact avec nous  
abonnement de soutien : fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

# ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

## FRIBOURG

Salle Saint Pierre

sa 16 fév., dès 15h. : FETE de solidarité avec le NICARAGUA. Org. : Comité de solidarité avec le Nicaragua - Fribourg.

## DELEMONT

Halle de gym du Château

sa 1er mars, de 14h. à 03h. du mat. : Fête de Combat Socialiste, TVB-Hebdo, Le Rebrousse-Poil. Dès 14h. : stands et infos de groupements locaux et régionaux, participation des dessinateurs suisses romands, garderie gosses, bouffe - 20h.30 : Dominique Scheder et Sarcloret - 22h. : Le beau lac de Bâle - minuit : El Combo. 10.- fr., ét. app., chômeurs, AVS, 7.- fr.

## NYON

Aula du collège

sa 23 fév., 20h.30 : Pit et Phil "L'Espace danse", Peter Heubi et Philippe Dahlmann.

## LAUSANNE

Cinéma théâtrale, aula de Béthusy

ve 22 fév., 19h. : La jungle plate, de J. van der Keuken - 21h. : Le fantôme de la liberté, de Luis Buñuel (1974).

ve 29 fév., 19h. : La passe du diable (1958) de Jacques Dupont et Pierre Schoendorffer, un documentaire sur l'Afghanistan - 21h. : Robert Walsler, de H.H.K. Schoenherr (79).

Aula EPFL, av. de Cour 33

ve 22 fév., 20h.30 : Tri Yann (folk breton) 15.- fr.

sa 23 fév. : Flame dream - à 17h. : 6.- fr., et à 20h.30 : 8,80. (I).

Cinéma d'ORON - Oron la Ville

je 21, ve 22 fév., 20h.30 : Jeune cinéma romand, films de Amiguet, Champion, Klarer, Reusser - sa 23 fév., 20h.30 : La mort du grand-père, de Jacqueline Veuve. je 28, ve 29 fév. sa 1er mars, 20h.30 : Blue Collar, de P. Schrader (à voir, un film sur les prolos américains).

## C.P.O. - Croix d'Ouchy

lu 25 fév. : fête. Dès 18h.30 : stands, bouffe, 19h. : débats-discussion "antimilitarisme et défense nationale", avec divers courants antimilitaristes, 21h. : Yvette Théraulaz. En principe, me 27 fév. à MORGES.

## GENEVE

Maison du quartier de la Jonction

18bis avenue Sainte Clotilde du ma 19 fév. au sa 1er mars, 20h.30 : "La Sud-Américaine", de et avec Graciela Sawicki.

Salle Simon Patiño, 26 av. de Miremont jusqu'au di 24 février : rétrospective Johan van der Keuken (avec entre autres films Le nouvel âge glaciaire). tél. (022) 47 50 33. ve 22 fév., 20h.45 : SUN RA Sextet, Sun Râ (piano, synth.), John Gilmore (sax tenor), Marshall Allen (sax alto), Michael Ray (tromp.), Hayes Burnett (contrebasse), Grey Mac Donald (batterie). org. : AMR.

ve 29 fév., 20h.45 : Travellers (avec Christine Schaller) et Chris Mc Gregor & Dou-dou Gouirand quartet. Org. : AMR. sa 1er mars, 20h.30 : Compagnie de danse Kilina Cremona dans Trois quart, école Merce Cunningham.

Pic-plouc, impasse rue du Lac 1

me 20 fév., 21h. : Iain Mackintosh (folk écossais).

sa 23 fév., 21h. : soirée du Pic-plouc avec entre autres Sarcloret.

Grand Café du Grütli

ma 19 au sa 23 fév., ma 26 fév. au 1er mars 20h.30 La Révolution, d'I. Chocon par le Théâtre Mobile.

Théâtre de Carouge/Atelier de Genève jusqu'au sa 15 mars, 20h.30 (relâche di et lu) : Richard II de Shakespeare.

Le Caveau

dès le ma 26 fév., 20h.30 (rel. di et lu) : Un jour la terre, avec le mime Amiel.

Nick Aragau

## "DES PTITS TROUS, DES PTITS TROUS" (GAINSBURG)

## CHRONIQUE DU BON GOUT

<p>LES FORAGES D'ESSAI DE LA CEDRA SERVENT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT. NOUS VEILLONS A CE QU'ILS NE LAISSENT AUCUNE CICATRICE.</p> <p>COMMENT SE PRÉPARER À REFIKER LES DÉCHETS NUCLÉAIRES ? UNE BONNE CAMPAGNE D'INFORMATION OBJECTIVE, RIEN DE TEL ! ET PUIS UN PETIT DESSIN, AUSSI... À DÉVELOPPER :</p>	<p>BROWN-BOVERI FINANCE LES POLICES PARALLÈLES AU BRÉSIL ?</p> <p>C'EST SEULEMENT POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT DES OUVRIERS...</p>	<p>ON VA METTRE SUR ORDINATEUR 1 200 000 PERSONNES EN SUISSE ?</p> <p>C'EST JUSTE DES FICHES PERFORÉES...</p>	<p>RITSCHARD CONCOCTE UN PLAN FINANCIER ?</p> <p>ON REBOUCHERA, ON REBOUCHERA...</p>	<p>DANS LE CANTON DE VAUD, ON SE FAIT ENTÔLER POUR DES BOMBAGES ?</p> <p>VOUS AURIEZ SEULEMENT FAIT DES TROUS... ON N'AURAIT RIEN DIT...</p>	<p>L'EXERCICE DE DÉFENSE GÉNÉRALE DE JANVIER 1980 PRÉVOYAIT L'INTERVENTION DE L'ARMÉE CONTRE LE PEUPLE ?</p> <p>NOUS VEILLONS À NE LAISSER AUCUNE CICATRICE...</p>
---	---	---	--	--	--

# Un exemple de contrôle ouvrier sur les effectifs

Sous les coups de la récession, le mythe de l'Etat social — prétendument chargé de faire accéder petit à petit les salariés au paradis de la justice sociale — n'aura pas tenu longtemps. Aujourd'hui, alors que les travailleurs ont plus que jamais besoin de services sociaux gratuits et d'une véritable sécurité sociale, leurs exigences n'ont que peu d'importance devant celles du capitalisme. A moins que le mouvement ouvrier n'impose son point de vue, l'Etat agit comme n'importe quel capitaliste : les dépenses sociales atteignant une certaine ampleur, il faut les rentabiliser, aux dépens des salariés, employés ou usagers de ces services.

La rentabilisation du secteur public entraîne à la longue une baisse de l'emploi. L'utilisation sur une large échelle de l'information dans la plupart des domaines représente dans le capitalisme une lourde menace sur l'emploi. Dans une telle situation, la revendication de diminution du temps de travail joue un rôle déterminant pour le maintien de l'ensemble des places de travail et pour la lutte contre le chômage. Mais elle ne suffit pas. Diminuer le temps de travail sans augmenter les effectifs, alors que les charges sont les mêmes ou plus importantes, provoque une augmentation des rythmes de travail, et donc une exploitation plus intensive du personnel.

Pour négocier une augmentation des effectifs, les organisations ouvrières doivent connaître les besoins précis de l'entreprise ou du service, établis sur la base d'un contrôle constant par les travailleurs des conditions de travail et d'embauche.

L'expérience des hospitaliers genevois est à ce titre exemplaire. Après avoir obtenu les 42 heures hebdomadaires à la suite d'une grosse mobilisation en 1973, ils ont été confrontés à une intensification des rythmes de travail pour l'ensemble des catégories professionnelles : services généraux (cuisines, nettoyage), paramédicaux (laborants...) et soignants. Dans le même temps, les effectifs étaient réduits insidieusement par le non-replacement du personnel en congé maladie ou maternité. A l'Hôpital cantonal (et surtout à l'Hôpital de Beau-Séjour, son annexe gériatrique), le personnel des services soignants a établi avec l'aide des syndicats, un recensement du personnel effectivement employé, du nombre de lits occupés, de l'âge et du degré de dépendance des malades, et ils ont confronté les résultats de leur enquête aux besoins en effectifs qu'ils jugeaient nécessaire — sur la base de leur expérience — pour réaliser un travail de qualité, satisfaisant pour les personnes hospitalisées et pour eux-mêmes.

Ce fut une démonstration extraordinaire des mille façons dont l'organisation du travail peut dissimuler derrière des statistiques irréprochables un manque chronique de personnel. Derrière la fatigue, la démoralisation, le sentiment d'être perpétuellement débordé par le travail — répercussions de la dégradation des conditions de travail —, il était dès lors aisé de constater des causes très concrètes : 3 infirmières le matin pour plus de 20 malades, 1 transporteur pour 2 étages, etc. L'enquête a mis en évidence ce qui était voilé dans la conscience des travailleurs par leur isolement, les rapports hiérarchiques, et la séparation concurrentielle entre services ou entre unités.

Cette expérience de contrôle sur le volume de l'emploi a également émoussé les armes de l'Etat. Les arguments basés sur des statistiques générales — comme ceux du socialiste Donzé qui répondait aux exigences des syndicats — peuvent dérouter un travailleur isolé, lui faire croire que sa situation est exceptionnelle ou qu'il se trompe. Mais ils ne sont que de peu d'effet face aux résultats d'une enquête menée collectivement par les travailleurs d'un service ou d'un établissement.

Les résultats obtenus en sont la preuve : le Conseil d'Etat a dû reconnaître implicitement qu'il existait un manque d'effectifs et créer 100 nouveaux postes de travail sur l'ensemble des établissements hospitaliers.

Par leur enquête, les hospitaliers genevois ont montré de manière exemplaire et aisément reproductible dans d'autres entreprises l'importance du contrôle direct des travailleurs et de leurs organisations syndicales sur les conditions de travail pour assurer la satisfaction de leurs revendications.

Denfert

## « LE CONSEIL FEDERAL A NOTAMMENT INTERDIT LE PdT ET LA LMR... »

*Non, cette phrase et celles que vous avez lues sur notre couverture, ne sont pas sorties de l'imagination fébrile d'un écrivain en mal de sensationnel, ni du cauchemar d'un gauchiste particulièrement agité. Elles ont été prononcées dans le cadre d'une émission radio officielle, simulée durant l'exercice de défense générale 1980. Incontestablement, il y a là une escalade menaçante : alors qu'auparavant la hiérarchie militaire se contentait, dans de tels cas, d'évoquer vaguement l'interdiction de "partis de l'étranger", aujourd'hui, des organisations ouvrières sont nommément désignées et leur interdiction est crûment envisagée. Et cela non pas dans un colloque fermé de psychopates à la Cincera, mais durant un exercice politico-militaire rassemblant l'élite politique, économique et militaire de la bourgeoisie, parlementaires, membres du Vorort et de l'Etat-major général y compris.*

### En défense du capital

Durant une semaine environ, la fine fleur de la bourgeoisie jouait "à blanc" une "situation de menaces extraordinaires", à laquelle tout ce qui possède un peu de pouvoir dans le pays devait répondre. Passons sur les aspects les plus caricaturaux de l'exercice, tels que bombe atomique sur le Jura, prise d'otages pour libérer Kröcher et Möller, etc. Relevons tout de même que l'inévitable agression massive des troupes du Pacte de Varsovie, outre son anticommunisme, a cette fois clairement servi de prétexte commode pour amener le Parlement fictif à voter l'abandon de la neutralité, alors que le Président de la Confédération appelait les troupes de l'OTAN à l'aide. De plus en plus, la Suisse se prépare à rallier ouvertement le camp des forces contre-révolutionnaires de l'OTAN, comme ses choix stratégiques et ses achats d'armes le prouvent (voir notre article p. 4).

Les penseurs de l'Etat-major général avaient aussi un autre souci en tête : définir et combattre l'ennemi intérieur. Que le mouvement ouvrier, ses organisations, ses militant(e)s se soient ainsi trouvés dans le collimateur des défenseurs patentés de la propriété privée et des profits capitalistes n'étonnera que les naïfs. Sans problèmes aucuns, militaires et politiques bourgeois jouent un scénario dans lequel les luttes ouvrières, les manifestations de femmes, d'antinucléaires, les marches de protestation sont précisément désignées comme des formes de menaces, alors que les organisations ouvrières sont interdites et que la chasse aux officiers sympathisants — sociaux-démocrates inclus — commence.

### Une orientation limpide

La situation de guerre imaginée a, dans ce cadre, une fonction évidente : permettre de criminaliser plus aisément ceux dont la bourgeoisie entend pouvoir se débarrasser librement, en les faisant passer pour des collaborateurs, volontaires ou non, d'un ennemi imaginaire.

Ralliement au cadre militaire et politique de l'OTAN, préparation de l'élimination d'organisations politiques du mouvement ouvrier, répression des luttes ouvrières et sociales : contrairement à ce qu'affirmait le divisionnaire Rappold, directeur de l'exercice, il n'y a rien de "multipolaire" dans tout cela, mais bien une très

nette orientation contre-révolutionnaire. Le mythe de la Défense nationale en prend un sacré coup et apparaît pour ce qu'il est : un mauvais camouflage du caractère de classe de l'armée suisse. Et les courants du mouvement ouvrier qui acceptent de se situer sur ce terrain-là sont pris au piège. Ainsi, lorsque le Parti du Travail protes-

que cet exercice vise moins à préparer réellement la direction bourgeoise à une guerre civile, qu'à apporter une contribution supplémentaire à l'immense campagne d'intoxication, dirigée contre toute forme d'opposition, entamée conjointement avec le projet de PFS. A ce moment-là, il ne s'agissait "que" de répandre largement la crainte du terrorisme dans la population, pour cacher l'aspect de répression anti-ouvrière de la PFS. Aujourd'hui les deux termes sont ouvertement liés. Ce que la bourgeoisie, son Etat et son armée veulent faire croire, c'est que les mouvements d'opposition d'aujourd'hui sont la 5ème colonne de demain et qu'en conséquence la surveillance, la mise au pas et le nettoyage préventifs se justifient. Déjà cette campagne s'accompagne de mesures concrètes : limitation des droits démocratiques à l'armée, garde armée, militarisation de l'école, interdictions professionnelles, introduction d'un



te, il proteste moins contre les mesures répressives anti-ouvrières envisagées par la bourgeoisie que contre le fait que l'on ose douter de son nationalisme et de son adhésion à la Défense nationale. Par là, sa protestation perd toute sa force. Quant au Parti Socialiste, il fait pire : il se tait. Au moment où nous mettons sous presse, alors que le scénario est connu depuis plusieurs jours et que de toute façon la direction du PS avait bien d'autres moyens d'en prendre connaissance, ce parti ne s'est toujours pas manifesté. Faut-il en déduire que le Parti socialiste accepte le déroulement prévu par le scénario comme, par exemple, l'interdiction du PdT et de la LMR, et que, tout à sa collaboration de classe, il ne se sente même plus concerné par la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie ?

Bien sûr, on nous répondra que tout cela n'est que fiction et situations hypothétiques. Il est vrai

le système électronique de fichage (KIS). Elles contribuent à créer les conditions idéologiques et matérielles qui permettront à la bourgeoisie de répliquer beaucoup plus durement dans de prochains affrontements. Car elle sait aller au-devant d'une période où les tensions économiques, sociales et politiques risquent de déborder le cadre apaisant de la paix du travail sur arrière-fond de croissance économique.

Dans le scénario de l'exercice de défense générale, les autorités et l'armée sortaient vainqueur de leur confrontation avec l'ennemi intérieur. En ripostant unitairement et de manière décidée à chaque attaque, à chaque menace aux droits démocratiques, le mouvement ouvrier fera comprendre à ces stratèges toute la différence entre les plans d'Etat-major et la lutte sur le terrain.

Ptr.

# Armement: en louchant du côté de l'OTAN

A la fin de l'année 1979, le parlement et le gouvernement suisses ont montré qu'ils voulaient eux aussi participer à la course internationale aux armements. Ils se sont rangés tout aussi clairement au côté des puissances capitalistes occidentales et de leur pacte militaire, l'OTAN. Par 104 voix contre 15, le Conseil national a approuvé un crédit de 750 millions pour l'achat de nouveaux obusiers blindés américains M 109, la Rolls des canons d'artillerie mobiles. En même temps, le Conseil fédéral a publié son message pour l'achat de chars blindés et fait savoir qu'il pensait acheter la nouvelle génération de blindés à l'étranger — ce qui signifie très probablement l'achat d'un des blindés de l'OTAN, le XM-1 américain ou le Léopard II allemand.

Les nouvelles acquisitions se caractérisent techniquement par deux aspects importants :

- \* le recours à l'électronique la plus moderne en fait des armes hautement techniques;
- \* grande mobilité et forte concentration de la puissance de feu.

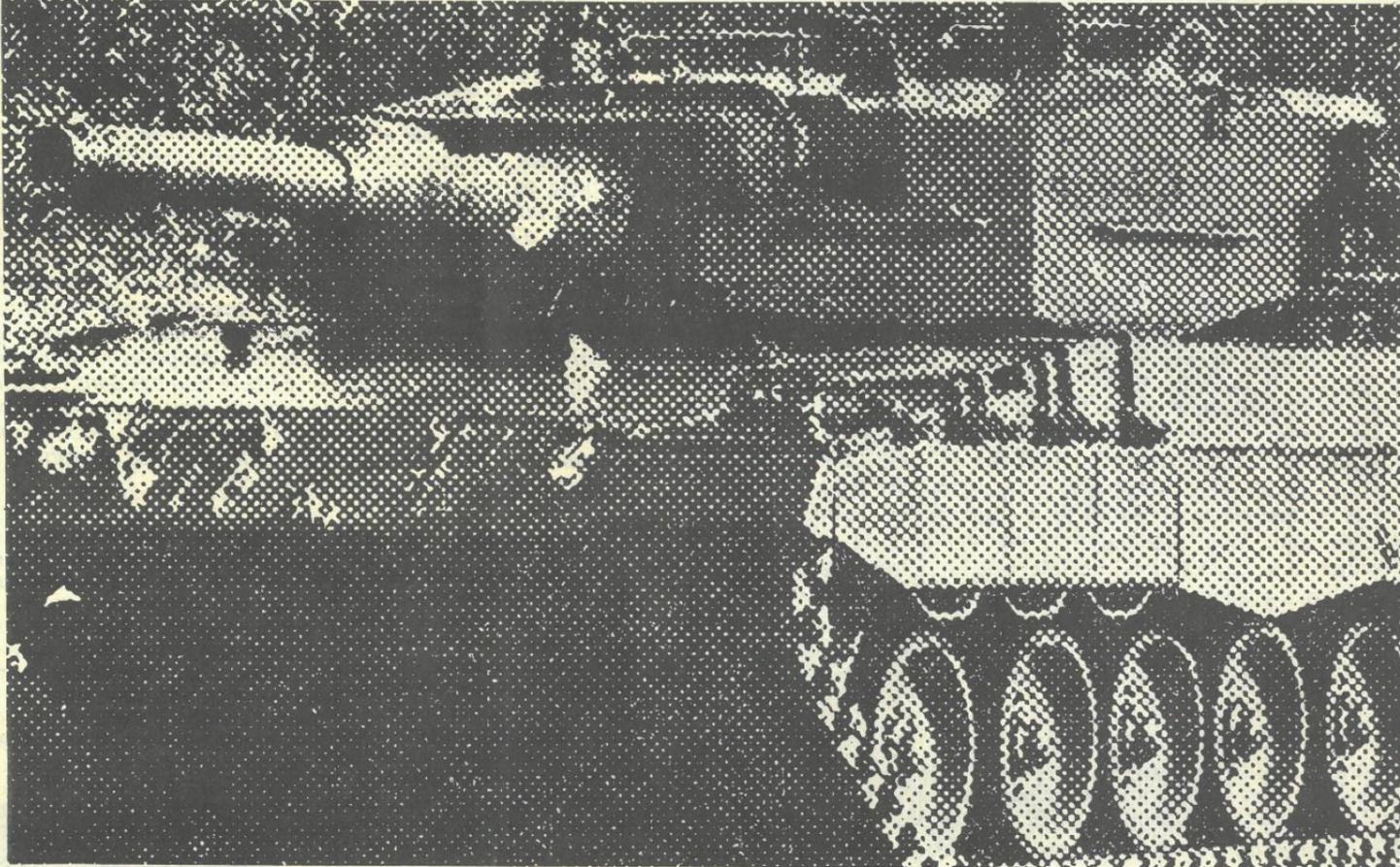
L'obusier blindé M-109, comme les nouveaux blindés Léopard II et XM-1 répondent à cela. Un petit nombre de soldats peut, avec ces instruments de mort, provoquer des dégâts relativement élevés. L'obusier blindé peut être desservi par trois hommes environ, alors qu'un obusier traditionnel, à la puissance de feu inférieure, nécessitait au moins huit hommes.

## De l'armée de milice vers l'armée de spécialistes

Ces soldats ont cependant besoin d'une formation beaucoup plus longue et hautement spécialisée. Il en va de même pour l'entretien de cet armement. Cyniquement, le Conseil fédéral, expliquant son rejet de la construction d'un blindé suisse, a même souligné qu'actuellement peu d'entreprises suisses seraient capables d'assumer un travail si spécialisé dans une production de masse.

Derrière ce choix d'une haute technologie, il y a une décision politique à long terme, soigneusement dissimulée : l'abandon de l'armée de milice au sens propre du terme.

Sur ce point, la bourgeoisie suisse a trouvé une unité de manière étonnamment rapide. Elle a clairement vu que contrairement à 1918, elle ne trouverait quasiment plus de troupe pouvant être engagée



sans problème contre une population en grève. En conséquence, l'armement se fait de telle manière que quelques spécialistes politiquement fidèles puissent, dans un conflit de ce genre, développer une très forte puissance de feu, avec un large rayon d'efficacité.

Naturellement l'armée de milice ne sera pas ainsi mise au rencart, mais aura en son sein un petit noyau de techniciens capables non seulement de commander, mais également d'exécuter la manoeuvre.

## L'intégration de la Suisse dans l'OTAN

Ces nouvelles acquisitions montrent aussi l'orientation extérieure de la bourgeoisie suisse : depuis environ dix ans, tous les efforts sont entrepris pour s'aligner sur l'armement de l'OTAN.

Lorsque le fusil d'assaut fut introduit dans l'armée suisse, on fit tout un tapage pour souligner que malgré des principes de construction identiques à ceux du fusil de l'OTAN, il utilisait une munition d'un autre calibre. Depuis quelques temps, on renonce ouvertement à de tels alibis. Lors de l'acquisition

du nouvel avion de combat Tiger, on souligna justement qu'il s'agissait d'un produit éprouvé de l'OTAN. Ce principe de sélection est aussi mis en avant pour les achats actuels.

L'obusier blindé, en ce qui concerne les instruments radio, le calibre et les appareils de visée, correspond aux normes de l'OTAN. Les nouveaux blindés seront dans tous les cas armés du nouveau canon en alliage léger de 120 mm de l'OTAN. Le Conseil fédéral pense que même dans le cas d'une fabrication indigène, il aurait fallu recourir à ce canon.

Le sens de cette évolution est évident et n'est même pas caché : il y va de l'intégration possible de la Suisse à l'OTAN. Les multiples contacts développés ces derniers temps par les cercles militaires parlent un langage convaincant. L'année passée, le général Haig — commandant suprême de l'OTAN en Europe — préconisait, devant une assemblée de grands bourgeois et d'officiers supérieurs suisses, la participation de la Suisse à l'OTAN.

Bizarrement, cette information nous parvint de Bruxelles, siège du quartier général de l'OTAN... Ou du reste l'ancien traîneur de

sabre en chef, le Conseiller fédéral Gnägi, alors en fonction, se rendit à plusieurs reprises, justement aux dates auxquelles le conseil de défense de l'OTAN se réunissait.

Il faut aussi considérer plus précisément le nouvel armement de l'OTAN. Avec le développement de la bombe à neutrons américaine, du missile Cruise, l'avantage, en terme de capacité de destruction, des USA sur l'URSS est non seulement maintenu, mais même développé.

Une nouvelle fois, les impérialistes envisagent ainsi la possibilité d'une guerre offensive, conventionnelle et limitée, contre les puissances non capitalistes. D'où l'utilité de ce réarmement avec un matériel extrêmement mobile, nécessitant peu de personnel pour une puissance de feu accrue.

Le réarmement suisse se situe clairement dans cette perspective. La neutralité avait un sens pour la Suisse lorsqu'il s'agissait de conflits entre différentes puissances capitalistes. Il n'est cependant pas douteux qu'en cas de guerre entre les forces capitalistes et non capitalistes, la Suisse prendrait une position de classe.

Bien sûr, cela ne veut pas dire que demain déjà les soldats suisses marcheront épaule contre épaule avec ceux de l'OTAN en direction de Moscou. Ni une intégration de ce genre, ni une guerre ne sont probables dans un proche avenir. Ce qui est sûr, par contre, c'est que la Suisse devra être intégrée au dispositif de l'OTAN, et la réalisation de cette décision s'étendra sur des dizaines d'années.

## Quelle opposition ?

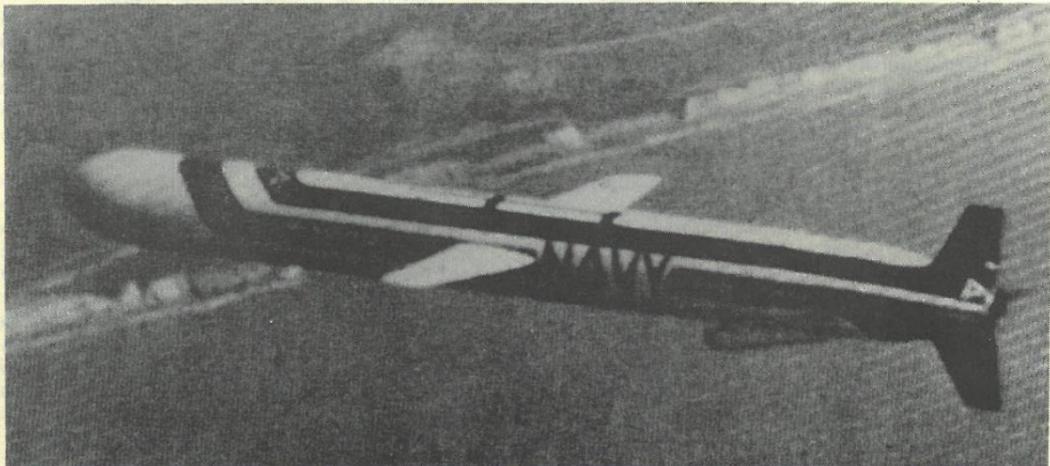
Cette option a provoqué différentes oppositions. Nous ne nous occuperons pas ici de l'opposition de la bourgeoisie, qui ouvertement se fait l'agent des fabriques suisses d'armement.

L'opposition provenant du mouvement ouvrier est plus importante et plus intéressante. A sa tête se trouve la FTMH, qui veut se lancer dans la bataille pour une fabrication nationale du matériel d'armement. Sous le titre martial de "Coup de grâce pour notre production de blindés ?", l'éditorial du 12 décembre du journal de cette fédération (édition allemande) part en guerre. Pour la FTMH, ce ne sont ni le type d'armement, ni l'orientation politique qui l'inspirent. Pas un mot de critique ou de désapprobation. La FTMH approuve aussi les crédits d'armement — près de 4 milliards — pour les blindés et les obusiers. Une production nationale est exigée, afin de "sauver des emplois".

La FTMH n'a cependant pas le poids politique pour influencer ces décisions; par contre ce qu'elle provoque dans la classe ouvrière avec une telle orientation est justement dévastateur pour l'emploi. Elle se transforme en agent des plans militaires de la bourgeoisie dans la classe ouvrière et renforce ainsi la confiance des travailleurs dans la bourgeoisie et donc leur passivité.

Le groupe parlementaire PdTPSA-POCH a bien refusé, lors du débat aux Chambres, d'entrer en matière, alors que le PS (Hubacher) demandait le renvoi pour réexamen des aspects financiers, politiques et militaires. Mais, à part le fait que le groupe parlementaire du PS n'était naturellement pas homogène, ces positions — pour radicales qu'elles apparaissent — ne vont pas très loin. Il est évidemment correct de dénoncer et de refuser la nouvelle politique des militaristes suisses mais l'orientation de fond doit tout aussi clairement être rejetée : cette armée est une armée contre la classe ouvrière.

- \* Pas un sou à l'armée !
- \* 4 milliards pour les assurances sociales, immédiatement, pas pour l'armement !



Engin de mort nucléaire d'une haute précision, le missile Cruise symbolise parfaitement le réarmement agressif de l'impérialisme

Elections bâloises :

# Pas de majorité de gauche !

“Tout reste comme avant”, voilà ce qu'à première vue on peut dire des résultats des élections au législatif et à l'exécutif bâlois du 20 janvier. En fait les partis bourgeois perdent deux sièges au Grand Conseil qui passent à la gauche.

Des élections sans vainqueurs ni vaincus ? Une telle appréciation est trompeuse car elle laisse de côté les grands changements qui ont eu lieu, à l'intérieur même des deux blocs, bourgeois et ouvriers.

Résultats en sièges				
	1968	1972	1976	1980
partis bourgeois	86	79	76	74
partis ouvriers				
PS	36	36	39	37
PdT	8	9	8	6
POCH	—	5	7	13
Total p. ouvriers	44	50	54	56

Résultats en pourcent				
	1968	1972	1976	1980
partis bourgeois	64,2	61,2	59,5	57,4
partis ouvriers				
PS	26,3	25,5	28,6	27,5
PdT	5,8	4,4	5,3	4,7
POCH	—	3,6	5,5	9,2
LMR	—	—	0,3	0,6
OCS	—	—	—	0,3
Total p. ouvriers	32,1	33,5	39,7	42,3

## Ce qui a changé

Dans le camp bourgeois, l'Action Nationale comme les Indépendants ramassent une veste sans précédent : la première avait, en 1972, 10 sièges, elle n'en retrouve que 4; les seconds en avaient 19 en 1968, ils n'en ont plus que 5. La xénophobie ne fait plus recette et ses représentants ne peuvent aujourd'hui même plus former un groupe au Grand Conseil bâlois. Les radicaux progressent, ils passent de 18 sièges à 21 et confirment ainsi leur

voyant ses flics contre les manifestants antinucléaires n'a pas passé au premier tour : c'est là le prix qu'il paie pour cette politique. Au deuxième tour, il y a quatre candidats pour trois sièges : Fackalm, le bourgeois; un ancien social-démocrate, Schmid, qui avait été élu Conseiller d'Etat contre Hubacher en 1976, ce qui avait entraîné son exclusion du PS, et les deux candidats du PS, Schnyder et Mattmüller.

Les autres candidats ont obtenu au premier tour des scores remarquables. Stefan



rôle de “leader” du bloc bourgeois, tendance qui était déjà apparue aux élections nationales. Les libéraux et le PDC perdent de leur côté des voix.

Dans le camp des partis ouvriers, les changements sont encore plus importants. On peut même parler d'un véritable bouleversement. Les POCH progressent de presque 100 o/o et doublent quasiment leur représentation parlementaire. C'est un résultat sur lequel personne ne comptait, même si, en octobre déjà, avec Ruth Mascarin, ce parti avait gagné un siège au Conseil National. Il a réussi à maintenir cette avance aux élections cantonales. Cette forte progression a amené un renversement des rapports de forces électoraux entre les POCH et le PdT; le PS perd, de son côté, deux sièges.

## Les élections à l'exécutif — pas de surprise !

Trois candidats bourgeois et un socialiste élus au premier tour, rien de bien surprenant. Le socialiste Schnyder, qui s'était illustré comme Conseiller d'Etat, chef de la police, en en-

Hofer du PdT, président du syndicat de la chimie, a dépassé les deux candidats des POCH et André Froidevaux, candidat de la LMR a obtenu 5,2 o/o des suffrages, le meilleur résultat de la LMR lors d'élections à l'exécutif.

Le renforcement de la gauche sur le plan parlementaire confirme la tendance des salariés à chercher du côté du mouvement ouvrier des solutions à leurs problèmes. Mais le très faible taux de participation (39,1 o/o) montre aussi que les partis de la gauche traditionnelle, en particulier le PS, ne représentent pas un véritable pôle d'attraction et que ces élections, à cause de la politique de ces partis, n'ont pas été l'occasion d'une polarisation de classe réelle. Mais les salariés de la région bâloise, dont les conditions de vie et de travail sont presque complètement déterminées par les trusts de la chimie n'ont rien à attendre de bon d'un parlement à majorité bourgeoise. C'est dans les entreprises, en renforçant leur organisation syndicale qu'ils pourront répondre véritablement à la politique du patronat de la chimie et des banques.

hpm/vincent

## Fête du journal “Vorwärts” à Zurich

# Le Parti du Travail réprime la liberté d'expression

Le 26 janvier s'est déroulé, à Zurich, la fête du journal du Parti du Travail (PdT), l'hebdomadaire “Vorwärts”. Malheureusement quelques camarades du PdT ont eu, à cette occasion, un comportement que l'on avait cru définitivement relégué aux oubliettes de l'histoire : ils ont attaqué physiquement des vendeurs de journaux de gauche “Bresche” et “Kämpfer”. Cette méthode stupide se heurte aujourd'hui à une désapprobation générale, même chez un nombre important de militant(e)s du PdT. Mais elle soulève des interrogations qui touchent au fondement même de la politique de ce parti et qui sont décisives pour tout le mouvement ouvrier. La section zurichoise de la LMR et l'OCS ont publié un communiqué commun de protestation contre ces procédés scandaleux du PdT. La LMR lui a adressé une lettre ouverte, qui pose des questions précises. Nous nous réjouissons de publier une réponse du Parti du Travail dans nos colonnes.

Lettre ouverte de la LMR  
au Parti du Travail (PdT), Zurich

## Sans démocratie dans le mouvement ouvrier, il n'y aura pas de renforcement de la classe ouvrière

L'expulsion des vendeurs de “Bresche” (et de “Kämpfer”), à la fête de l'hebdomadaire du PdT, “Vorwärts”, par des membres de cette organisation nous donne l'occasion de discuter d'un problème central de la politique ouvrière. Nous sommes encouragés à le faire aussi, et surtout, parce que nous savons que bon nombre de camarades du PdT refusent, à juste titre et clairement, de telles méthodes. Le procédé utilisé contre des membres des autres organisations de gauche est, à notre avis, le résultat d'une pratique du PdT et d'un manque programmatique de son projet, qui ne sont nullement résolus par une régénération de ce parti sous le signe de l'eurocommunisme : c'est l'absence de la démocratie ouvrière à plusieurs niveaux.

Notre position est la suivante :

\* La démocratie à l'intérieur des organisations ouvrières signifie des débats ouverts dont aucun courant ne saurait être exclu. C'est ainsi que, malgré les différences programmatiques, des unités d'action peuvent être réalisées sur le plus grand nombre de questions possible. La discussion commune autour du contenu de l'initiative pour une protection efficace de la maternité a rendu par exemple possi-

ble une large participation des organisations ouvrières et de femmes à son lancement. Elle a permis également de créer un large écho dès le début de la récolte de signatures et a conduit à la sensibilisation sur ce thème de nouvelles couches de salarié(e)s. Pour obtenir des succès contre la politique de la bourgeoisie, compte tenu des faiblesses du mouvement ouvrier suisse, il est nécessaire que toutes les forces sans exception s'unissent sur des objectifs concrets. La victoire du referendum contre la PFS en est la preuve. Et dans ce sens, nous avons proposé à toutes les organisations ouvrières, y compris au PdT, un projet pour le lancement commun d'une initiative nationale pour le droit à une formation professionnelle pour tous et de qualité. Nous pensons par là toucher une problématique qui sera dans l'avenir toujours plus décisive (formation, recyclage). Nous estimons qu'une telle campagne doit être portée par l'ensemble du mouvement ouvrier. Aujourd'hui des membres de la LMR et du PdT travaillent ensemble dans le mouvement syndical (dans la FST, la VPOD, la FTMH), mais le PdT veut toujours ignorer la LMR, sauf s'il s'isole lui-même en pratiquant cette politique discriminatoire.

\* Pour nous, la démocratie à tous les niveaux de la vie sociale constitue la précondition centrale pour la construction d'une société socialiste : celle-ci n'est possible qu'à travers la participation et la mobilisation la plus large de la population. C'est pourquoi nous ne soutenons pas seulement, dans les Etats ouvriers, la libération des dissidents enfermés, la défense de toutes les libertés démocratiques, mais nous appuyons pleinement aussi toutes les tentatives d'auto-organisation des travailleurs et des travailleuses des pays de l'Est, comme par exemple la récente fondation de syndicats libres en URSS.

Pour conclure, nous soulignons qu'il ne s'agit pas pour nous de demander des excuses formelles pour ce qui s'est passé à la fête du PdT à Zurich, ni de dénigrer publiquement votre organisation. Nous voulons, par cette lettre ouverte entre autres, obtenir un changement dans le mouvement ouvrier : un climat de discussion solidaire et une méthode politique d'unité sur toutes les questions possibles doivent devenir des principes de la politique ouvrière, de chaque militant et militante. Ce n'est qu'ainsi que le mouvement ouvrier dans son ensemble pourra renforcer sa crédibilité. Voilà ce que nous voulons discuter avec vous.

Ligue marxiste révolutionnaire, Zurich

# Pologne :

# l'opposition contre

Le 8<sup>e</sup> Congrès du Parti Ouvrier Unifié Polonais qui se déroule actuellement, se tient dans une "période difficile", selon l'expression même d'un des documents préparatoires. Depuis quelques temps en effet, les signes de crise se multiplient. Au niveau économique d'abord : la production industrielle n'a augmenté que de la moitié des 5 o/o prévus l'année passée; la production agricole a même reculé de 1,4 o/o, ce que les mauvaises conditions atmosphériques n'expliquent que partiellement. Par rapport à 1978, le revenu national a diminué de 2 o/o. La situation en matière d'alimentation (viande et beurre surtout) est officiellement qualifiée de mauvaise.

Au niveau politique aussi, les choses se gâtent pour la bureaucratie : elle a non seulement échoué dans sa tentative de faire taire l'opposition, qui est massive et liée aux travailleurs, mais elle se trouve confrontée à une classe ouvrière qui malgré une répression souvent sanglante a su, à plusieurs reprises, faire reculer Gierek et ses acolytes.

Récemment encore, durant le mois de décembre, deux grèves (contre la pénurie de viande et la suppression de primes salariales) ont éclaté dans les ports et chantiers navals de Gdansk. Dans ce haut lieu de la combativité ouvrière, plusieurs milliers de travailleurs manifestèrent pour la libération de plusieurs militants de l'opposition, qui peu après furent relâchés. Consciente de l'ancrage de l'opposition dans la classe ouvrière, de la force de cette dernière, la bureaucratie semble avoir adopté une tactique de barcèlement pour décourager les opposants. C'est ainsi que juste avant l'ouverture du congrès du POUP, une quinzaine de militants de l'opposition ont à nouveau été arrêtés, dont Jacek Kuron et Adam Michnik. Par ailleurs, afin de s'attirer les bonnes grâces de son aile la plus stalinienne, elle réhabilite des gens comme Gomulka, ancien premier secrétaire du Parti, responsable de la répression meurtrière de la révolte ouvrière de la Baltique en décembre 1970.

Comme on le verra dans l'entretien ci-dessous, divers courants politiques traversent l'opposition polonaise. Le débat nécessaire, la critique de certaines positions n'empêchent nullement la solidarité avec tous les opposants, comme le rappelle notre encart. Elle est au contraire partie prenante de notre conception du socialisme et de notre combat pour la révolution politique dans les Etats ouvriers dégénérés.

\* Dans cette situation, quel rôle joue l'opposition polonaise ? Peut-on même parler de l'opposition en général ? A ton avis, quel est le courant qui à l'intérieur de l'opposition est le plus important pour la réactivation politique de la classe ouvrière ?

Les courants fondamentaux de l'opposition en Pologne possèdent un caractère réformiste prononcé. Ils s'attaquent moins au pouvoir bureaucratique lui-même qu'aux "abus" de pouvoir de la bureaucratie. Ils n'opposent donc pas tant à ce pouvoir les intérêts de la classe ouvrière que les moyens avec lesquels la bureaucratie appuie justement sa domination. Lorsque cette opposition se prononce en faveur de la démocratie, celle-ci ne signifie par pour elle l'activation politique de la classe ouvrière, la création de conseils ouvriers, mais seulement la "libéralisation" du système actuel, le respect des "droits de l'homme et du citoyen", de la "constitutionnalité", l'assouplissement de la censure, etc. De manière encore assez répandue, règne l'opinion que dans une situation donnée, ceux qui sont au pouvoir seront obligés de se déclarer d'accord avec des concessions de ce genre. Une telle orientation est par exemple celle des membres du KOR (Comité de défense sociale). Dans le bulletin qu'ils publient, ils mettent au pilori les différentes formes d'abus de pouvoir, d'illégalités, et dénoncent les brutalités des services de sécurité dans des conflits avec des grévistes. Les gens du KOR organisent l'aide pour les victimes de la répression et leur famille. Ils développent ce qu'on appelle les "Universités volantes", dans des appartements privés, avec des cours sur des thèmes historiques ou sociaux. Bien que leurs activités soient tout à fait louables, on ne peut toutefois pas s'empêcher de penser que — sans exagération aucune — ils n'ont pas compris la signification historique des événements de décembre 1970<sup>1)</sup> et qu'ils n'ont pas tiré les conséquences de ces dernières années.

Ces expériences ont pourtant montré finalement — et cela devient aussi de plus en plus clair pour les travailleurs — que ce n'est qu'au cours des luttes ouvrières que de nouvelles institutions démocratiques peuvent se développer, que le passage des comités de grèves aux conseils ouvriers permanents ou aux conseils de fabrique est à la fois la condition et le début d'une démocratisation effective de la vie politique en Pologne. (...)

Les idéologues de l'opposition pensent que la liberté et le bien-être peuvent simplement "être accordés". Sans cesse ils dénoncent le "despotisme" du pouvoir "communiste" et ne voient pas que la force despotique de l'appareil d'Etat n'est que l'expression de la division de la société, avant tout de la classe ouvrière. Et seule l'organisation de la classe ouvrière, à commencer par l'organisation des comités de grèves (et non par la rédaction de lettres ouvertes au parti) est aujourd'hui, après les événements de décembre 1970 et juin 1976<sup>2)</sup>, la seule issue à la situation actuelle.

\* Comment cette opposition "réformiste" voit-elle les perspectives et le développement de la démocratisation ?

La conscience de l'opposition en Pologne apparaît peut-être le mieux dans le développement rétrograde des

idées de Jacek Kuron, l'un des dirigeants du KOR. Kuron était — comme on le sait — un des auteurs d'une analyse globale du système social et politique en Pologne, présentée en 1963 dans une "lettre ouverte au Parti"<sup>3)</sup>. La justesse de nombreuses de ses observations fut déjà à ce moment rapidement confirmée par le déroulement des événements. Depuis lors, Kuron n'a cependant pas beaucoup appris. Aujourd'hui il s'engage pour ce qu'il appelle "le pluralisme de différents mouvements sociaux" et met dans le même sac le mouvement des intellectuels pour la défense de la culture, le mouvement paysan, le mouvement pour la défense des libertés religieuses et le mouvement ouvrier.

Il a perdu ainsi toute vue d'ensemble sur la situation actuelle et ne comprend pas que le mouvement ouvrier, à commencer par les premières luttes purement spontanées, peut être historiquement d'une grande importance pour la démocratie en Pologne. Car à la différence de tous les autres "mouvements", il ne s'appuie sur aucune institution du système dominant, il n'a pour fondement ni l'Université, ni l'économie paysanne individuelle, ni l'Eglise, mais doit au contraire encore créer ses propres institutions et organes. Et dans la mesure où il le réussira, le régime bureaucratique sera détruit.

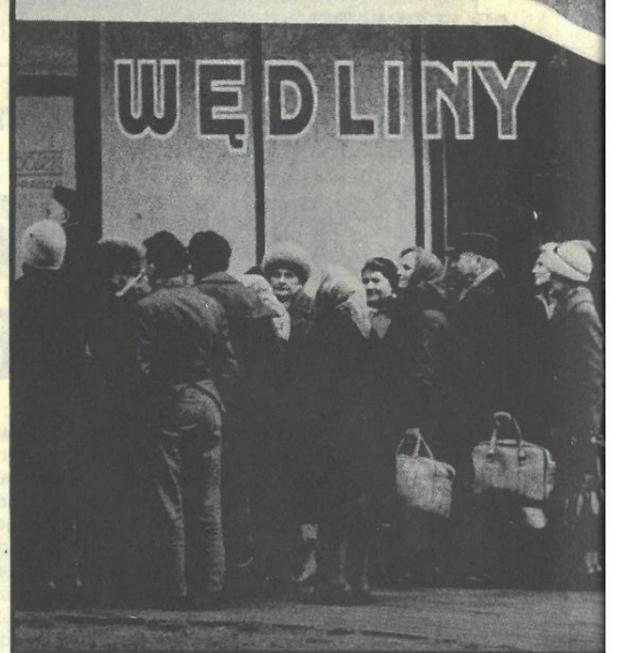
\* Est-ce que le courant clérical et nationaliste de l'opposition peut être mis dans le même sac que le KOR ?

A côté du KOR, il y a naturellement d'autres courants d'idées dans l'opposition. Il y a un courant clérical et nationaliste très fort, qui utilise des préjugés traditionnels comme par exemple l'antisoviétisme. Tout ce qui nuit à l'URSS est vu ici d'un bon oeil. Cela va si loin que les idéologues du "mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen" prouvent la justesse de la politique chinoise.

L'antisoviétisme est du reste habilement attisé par les idéologues du Parti. J'en fus moi-même le témoin lorsque l'un des responsables idéologiques du Parti, coincé dans une discussion avec des étudiants, obligé de leur donner raison, s'exclama toutefois en même temps, le doigt pointé vers l'Est : "Nous aurions depuis longtemps procédé ainsi, s'ils ne nous l'empêchaient pas." (...)

\* Jusqu'à maintenant tu n'as rien dit des groupes de l'opposition dans la classe ouvrière. D'après ton estimation de la situation, un regroupement des travailleurs oppositionnels devrait pourtant être prioritaire...

Il existe finalement un courant d'opposition ouvrière qui — même s'il n'a pas dépassé consciemment les schémas idéologiques de l'opposition de l'intelligentsia (KOR) — en est protégé par son orientation pratique. Je pense au groupe qui publie la revue "Robotnik" (Le travailleur), avec un tirage élevé. Dans cette revue sont abordées les questions les plus importantes qui concernent les travailleurs. Plus de trente numéros du Robotnik ont été publiés, sont distribués dans les fabriques et même parmi les travailleurs en grève. Cela permet de relier les différents cercles de travailleurs entre eux. Et ce n'est qu'à travers ce réseau de contacts que la mutation des luttes, jusqu'ici locales, en un combat général et politique sera possible. Pour ces raisons,



l'activité du groupe qui publie "Robotnik" me semble être la plus constructive et mériter tout notre appui.

\* Toi-même, tu représentes aussi un groupe précis de l'opposition, un courant politique particulier. J'ai lu votre programme "Sur la démocratie socialiste", qui m'a paru un peu trop abstrait. Pas assez concret, en particulier en ce qui concerne les voies du combat pour la démocratie socialiste.

Cette brochure sur la démocratie socialiste a été écrite au début 1978. Il s'agissait pour nous à ce moment-là d'avancer une plate-forme générale pour toute l'opposition antibureaucratique. Malgré beaucoup de manques, cette brochure nous a permis de nouer certains contacts, et dans ce sens elle a rempli son rôle. Effectivement nous n'avons pas traité en détail des prochaines tâches et des activités concrètes; mais nous voulions rappeler cette vérité peut-être qu'il "ne" s'agissait que de prendre conscience du sens des luttes en cours et de développer les formes démocratiques qui apparaissaient déjà. C'est pour cela justement qu'en annexe à cette brochure nous avons publié des extraits de la discussion entre les travailleurs des chantiers navals et Gierek et Jaroszewicz durant la grève de janvier 1971 à Szczecin. L'analyse des expériences de ces événements est pour nous quelque chose d'extrêmement important.

\* Comment vous situez-vous politiquement ? Vous comparez-vous comme les "héritiers" d'une tradition révolutionnaire en Pologne ? Avez-vous l'impression d'être engagés dans une lutte politique radicalement nouvelle ?

# ... la bureaucratie



Nous avons signé notre brochure "Groupe de communistes en Pologne". Nous nous considérons comme des communistes, mais cela ne signifie pas que nous nous comprenions comme les successeurs d'une quelconque tradition politique précise. Que pourrions-nous reprendre aujourd'hui du Parti communiste polonais d'avant-guerre sinon uniquement ce qui l'a conduit à sa défaite, c'est-à-dire sa dépendance à l'égard des stalinistes, son sectarisme et son dogmatisme ? La particularité de notre situation nous semble justement provenir du fait qu'en tant que communistes, nous ne pouvons pas réaliser de programme communiste et révolutionnaire précis. Un tel programme pour l'Europe de l'Est n'existe pas encore, il faut encore le créer et cela ne peut se faire qu'à travers le développement des luttes ouvrières en Pologne et dans les autres pays de l'Est.

\* Quelle est votre activité la plus importante ?

Notre activité principale consiste aujourd'hui à nouer des contacts entre les différents cercles ouvriers. Nous diffusons notre propre matériel ainsi que le "Robotnik". Nous préparons des petits guides pratiques pour les mouvements de grèves. Nous avons aussi distribué du matériel sur les commissions ouvrières espagnoles. Nous pensons qu'en Pologne et dans d'autres pays de l'Est, l'utilisation des expériences espagnoles est possible. Mais nous accordons une attention particulière à ce que les travailleurs polonais reçoivent un maximum d'information sur les luttes qui se déroulent dans ce pays et en Europe de l'Est. Nous consi-

dérons comme une obligation d'ouvrir la voie à une large collaboration des travailleurs de cette région.

\* Nouez-vous aussi des contacts à l'intérieur du Parti ? A votre avis, est-il possible de développer un travail politique à l'intérieur du Parti ? Dans son livre "L'Alternative", R. Bahro a justement indiqué que la nouvelle organisation révolutionnaire pourrait au moins partiellement provenir du Parti.

Lorsque l'on parle du Parti et de la possibilité d'y développer une activité, il faut, à mon sens, distinguer clairement deux choses. Le Parti, comme organisation, est, comme nous avons essayé de le montrer dans notre brochure, une organisation de classe de la bureaucratie. C'est lui qui donne une cohésion interne à l'appareil d'Etat, qui, malgré différentes tendances centrifuges, maintient le caractère centralisé et en même temps associatif de cet appareil. Cette fonction organisationnelle du Parti est vraiment en contradiction avec le fait que, d'autre part, en ce qui concerne les individus, la majorité des membres du Parti sont des travailleurs ou des employés, qui n'exercent absolument aucun pouvoir, qui n'ont pas la plus petite influence sur les décisions prises au sommet. La croyance de pouvoir redonner au Parti, en tant qu'organisation, un caractère révolutionnaire me semble tout à fait illusoire; cependant, je suis tout autant convaincu que l'on peut trouver dans les rangs du Parti beaucoup de futurs révolutionnaires. De nombreux travailleurs membres du Parti ont non seulement pris part

à des grèves, mais ont en plus participé à leur organisation. S'ils restent encore dans le Parti, c'est parce qu'ils ne voient pas encore de programme d'activités convaincant.

\* Une dernière question : qu'attendez-vous de nous, c'est-à-dire de la gauche révolutionnaire dans les pays capitalistes ?

Que vous soutenez, dans tous les pays du "socialisme qui, réellement, n'existe pas"<sup>4)</sup>, la lutte antibureaucratique, que, contre la voix de l'"Europe libre"<sup>5)</sup>, vous renforciez la solidarité du mouvement ouvrier.

1) En décembre 1970, les ouvriers des chantiers navals de Gdansk, Gdynia et Szczecin impulsent un véritable soulèvement antibureaucratique qui sera violemment réprimé et provoquera la chute de Gomulka, remplacé par l'actuel secrétaire du PCUP, Gierek.

2) En juin 1976, après l'annonce d'une hausse des prix, les travailleurs polonais se mettent en grève dans de nombreuses villes. La bureaucratie recule : il s'agissait d'une proposition de hausse et non d'une décision !

3) En français : Jacek Kuron, Karol Modzelewski, "Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais", Cahiers "Rouge", no 4.

4) Jeu de mots intraduisible : les bureaucrates ont pris l'habitude de désigner les pays de l'Est comme ceux du "socialisme existant réellement - real existierend Sozialismus", formule tournée en dérision par l'opposant polonais qui parle d'"unreale Sozialismus".

5) Radio Free Europe : émetteur radio de Berlin, financé par la CIA américaine.

## Défendre tous les opposants

Si l'idée de restauration du capitalisme n'est jamais apparue dans une mobilisation ouvrière, nombreux sont les dissidents dont l'attitude face au socialisme est pour le moins ambiguë, voire hostile.

De là à dire que nombreux sont les dissidents à combattre pour la restauration du capitalisme, à trier entre le bon grain et l'ivraie et à ne défendre que ceux qui sont sur des positions résolument socialistes, il y a un pas que certains franchissent allègrement.

On peut également, comme la social-démocratie, expliquer que la liberté est une et indivisible et au nom de cette conception mettre sur le même plan la répression menée par le Parti bolchevique contre les gardes blancs et celle de Staline et Brejnev.

Mais, quelle que soit leur volonté, même si c'est la restauration du capitalisme, lorsque, en URSS, en Pologne, en RDA, les opposants se bat-

tent pour les droits démocratiques, ils défendent de fait les droits des travailleurs. Car le pouvoir d'un Brejnev, d'un Husak ou d'un Gierek, qu'eux ou leurs ancêtres ont usurpé aux conseils de travailleurs, ne tient que grâce à l'atomisation du prolétariat. Que les ouvriers s'organisent (au sein des syndicats libres, par exemple, que tous les opposants, quelle que soit leur idéologie, prônent), qu'ils comprennent la manipulation qui est faite en leur nom, et le pouvoir stalinien vacille.

Le pouvoir n'est pas, contrairement à celui de la bourgeoisie, inscrit dans le système de production. Il le coiffe et sans bureaucrates, le plan ne marcherait que mieux, serait capable de satisfaire les intérêts réels des travailleurs et non ceux, concoctés par une caste qui ne voit des ouvriers que lorsque la télévision les montre en train de recevoir le prix du meilleur stakhanoviste (ouvrier de choc, qui fait plus de 100 o/o de la

norme). (Tiens donc, je ne me sens plus toute seule, la cliviste)

Alors, quand des opposants en Pologne lancent le mot d'ordre "A bas le gouvernement !", même s'ils envisagent un retour à l'économie privée, nous les soutenons, car le mouvement de masse capable de réaliser cet objectif ne laissera jamais rendre les usines à leurs anciens patrons. Et parce que ce mot d'ordre indique un juste objectif : chasser les bureaucrates, faisant progresser ainsi la conscience des masses.

Oui, nous faisons confiance à la classe ouvrière pour qu'elle ne se laisse pas mettre les chaînes de la "libre entreprise" une fois libérée du joug bureaucratique. Et nous savons que, pas une fois, les travailleurs en grève n'ont réclamé des mesures qui risqueraient de s'engager sur la voie de la dénationalisation. Car ce qui s'inscrit naturellement dans leur combat, dès qu'ils sont obligés de s'orga-

niser pour défendre leur lutte, c'est l'auto-organisation, le contrôle sur la production. S'ils mettent en avant l'exigence de la suppression des privilèges bureaucratiques, s'ils avancent la revendication de l'égalisation des rémunérations des fonctionnaires d'Etat au niveau du salaire ouvrier, c'est qu'ils savent que la possibilité de disposer à leur gré du produit national est le fondement du pouvoir des bureaucrates. Ils savent aussi que le retour des patrons signifierait pour eux des cadences plus dures, des licenciements et le chômage. Contre cela, ils sont prêts à se battre.

C'est parce que la révolution antibureaucratique est à l'ordre du jour à l'Est que le mouvement ouvrier occidental doit faire de la défense des oppositions un aspect important de son activité, car leur lutte est aussi la sienne : celle du socialisme et de la libération de l'homme.

# KIS: tout un peuple en fiches...

Le 17 décembre dernier, le "Volksrecht", journal socialiste de Zurich annonçait que l'un de ses journalistes, qui avait voulu participer à une conférence de presse organisée par le chef de la police cantonale, Paul Grob, s'était fait proprement mettre à la porte. Sujet (tabou) de cette conférence : la mise en place de KIS...

## De quoi s'agit-il donc ?

KIS, c'est un système d'informations criminelles réunies au plan national, voire international par ordinateur. Il a été mis en place par la Conférence des chefs de police cantonaux et vise à une gestion centrale des "renseignements" fournis par les cantons et la police fédérale. D'après des estimations officielles rapportées par la NZZ, on y trouvera, en 1985 déjà un demi-million de données (personnes, faits, objets volés, etc.). On prévoit en plus d'y faire figurer les fiches de personnes n'ayant pas passé par les services de police ou par la justice, mais faisant l'objet de surveillance, ou que la police crédite d'"antécédents".

Que faut-il entendre par là ? si vous avez récolté une amende pour ne pas avoir tenu votre chien en laisse; si vous avez une fois tenté de mettre fin à vos jours; si vous avez dû recourir à l'assistance sociale officielle; si vous avez passé

en simple police pour trouble de l'ordre public; si vous avez dû purger une peine militaire ou si vous avez roulé en boguet sans plaque, etc., etc., alors vous êtes un personnage à "antécédent". C'est large ! Si large qu'en RFA, aujourd'hui, ce sont 2 millions de personnes qui seraient enregistrées dans un système parent de KIS.

## Un truc légal ?

Alors qu'ils tentaient de mettre sur pied la PFS, repoussée en 1978 par le peuple, fonctionnaires fédéraux et cantonaux de police plaçaient déjà les premières pierres de KIS, depuis 1971.

Mais ils se sont efforcés de soustraire cette affaire au contrôle populaire (referendum) : alors que KIS provoque une nouvelle répartition des compétences en matière de répression, le projet est avancé sous l'étiquette discrète d'un accord administratif (et non d'un concordat

intercantonal, qui pourrait être soumis à referendum).

C'est ainsi qu'après que le départ officiel a été donné en 1977 par la Conférence des chefs de Départements de justice et police cantonaux, plusieurs Grands Conseils ont voté sans trop d'histoires les crédits de fonctionnement. Cela s'est fait en 1979 dans les cantons de Berne, de Zurich et de Bâle-Ville. Mais, dans ce dernier canton comme à Zurich, le PS ou les POCH ont déposé des recours de droit public contre la décision des parlementaires. A Bâle-Campagne, un referendum sera même organisé, malgré tout. En Suisse romande, à notre connaissance, le Conseil d'Etat vaudois vient d'inscrire le crédit de fonctionnement dans son budget et a réussi à le faire passer, en minimisant la portée de KIS.

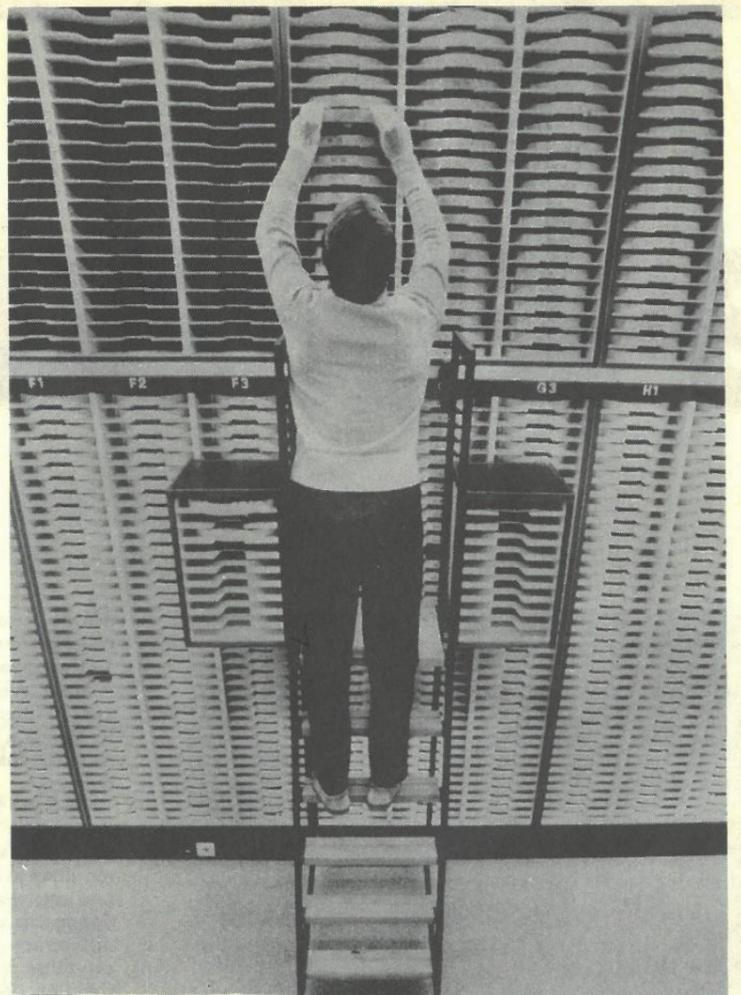
## Pour assurer la tranquillité intérieure...

Cela devient une banalité que de préciser qu'un tel projet s'inscrit dans toute une politique. Pourtant, il vaut la peine de rappeler non seulement la PFS, ou les cas de répression professionnelle, mais aussi l'entrée en vigueur, en février 1979, de l'ordonnance révisée sur le recours à la troupe pour assurer le service d'ordre, qui permet au Conseil fédéral d'utiliser la troupe même à titre préventif dans un canton. Il faut aussi rappeler qu'une refonte du Code pénal, dans le sens d'une plus grande sévérité et de l'inscription de nouveaux délits, est en cours<sup>1)</sup>.

Tout ce renforcement policier se fait, nous affirme-t-on, sous "la menace du terrorisme". En réalité, il semble bien que l'appareil policier existant et le corps des lois à disposition soient suffisants pour les besoins de la bourgeoisie en matière de lutte anti-terroriste. Ce que cette dernière prépare, sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, c'est la surveillance de plus en plus large et enveloppante des contestataires de tout poil : grévistes, pétitionnaires, manifestants, journalistes ou enseignants critiques, jeunes qui vivent en "bande", etc. Autrement dit, c'est la mise sur carte du mécontentement social parfois diffus, parfois organisé qui se fait jour dans la société capitaliste (en crise) des années 80, une nouvelle forme totalitaire de quadrillage de la population.

## Un mythe pour la gauche ?

Mythe que tout cela, nous diront les optimistes ou les borgnes : le "grand complot" des flics bourgeois n'existerait que dans la tête des gauchistes ! Rappelons à ceux-là que les ministres de la justice européens se réunissent régulièrement et passent des accords de coopération. Qui plus est, en 1974, le Département fédéral de justice et police ne déclarait-il pas que la Suisse devait se doter de KIS pour se hisser au niveau des USA et de la plupart des pays européens et pour s'intégrer au système électronique développé par INTERPOL ? Le jour où un Pinochet quelconque pourra lire sur un



A sa manière KIS participe aussi à l'espace judiciaire européen, qui bafoue systématiquement les droits démocratiques comme le droit d'asile par exemple.

écran, dans son bureau, le pedigree des réfugiés de son pays dans un autre n'est peut-être pas si loin...

## Monsieur Bolomey sur bande !

Plus que contre les terroristes patentés ou les grands criminels de la finance et du fisc, KIS sera essentiellement utile contre les catégories suivantes :

- a) les petits délinquants (vol à l'échelle, petits fric-frac, etc.);
- b) les membres d'organisations politiques au sens large (ceux de la LMR, du PS - les quelques "remnants" -, du POP aussi bien que les antinucléaires ou les membres du GAP, etc.).

Et, comme on l'a dit plus haut, il conservera, tel un tonneau sans fond, une énorme réserve de "suspects" possibles : tous ceux et celles qui auront eu quelque "antécédent".

## Les petits faits d'une vie saisis par l'ordinateur

Imaginons le jeune Claude P. soudain objet de l'intérêt de la police. L'ordinateur va rapidement cracher son pedigree :

- Claude P. : *complicité de vol, condamnation à une amende; refus de se soumettre à des prestations exigées, amende; participation à manifestation non autorisée, mise en danger de l'ordre public; condamnation avec sursis.*

Qu'est-ce qui se cache derrière ces délits sommairement éti- quetés ? Rien de bien grave en vérité : Claude P., alors adolescent, a extrait sans payer un billet de tram d'un automate; toujours en compagnie du même copain, il a tenu le pari de ne pas être pincé en voyageant en tram sans billet aussi longtemps que possible; toujours fixé sur la question des trams (!), il a participé à un sit-in contre l'augmentation des taxes de transport, ce qui lui a valu les deux chefs d'accusation mentionnés...

Voilà comment on criminalise électroniquement quelqu'un...

Mais, allons plus loin : il existe déjà bien d'autres fichiers électroniques de citoyens : les grandes communes (Lausanne par exemple) ont automatisé leur contrôle des habitants, leur service des impôts, de l'assistance, etc. L'armée elle-

même dispose d'un système (PISA) qui doit contenir les informations relatives à 600 000 soldats, en 1984.

La liaison de tels fichiers électroniques avec un KIS central est un jeu d'enfant. Certes, à Lausanne par exemple, le Conseil communal s'est vu donner toutes les assurances de l'"étanchéité" des fichiers. Mais quelle confiance accorder à des fonctionnaires de police qui n'ont de la (petite) histoire qu'une vision... policière ? Rappelons que la police zurichoise possédait récemment un fichier des homosexuels de la ville (1978). Rappelons aussi qu'il n'y a aucune garantie que de tels fichiers ne soient pas consultables par des patrons privés. On sait en effet que des administrations n'ont pas hésité dernièrement à vendre des adresses de leurs fichiers à des entreprises de vente par correspondance<sup>2)</sup>. Et il faut ajouter que la Suisse est l'un des pays qui disposent du réseau d'ordinateurs le plus dense du monde. L'interconnexion de ces divers appareils permettrait une mise en fiche de presque toute la population helvétique...

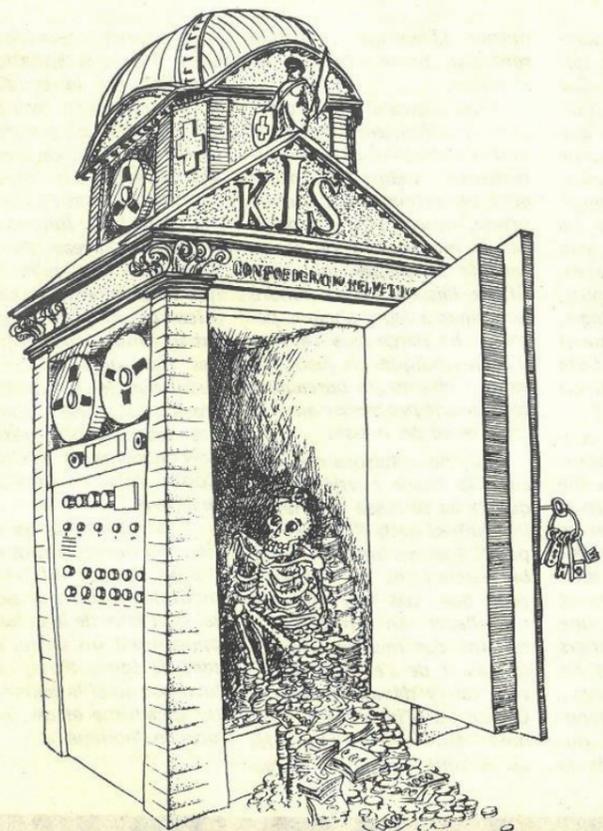
## La réaction zurichoise : un exemple

Contre cette apparition d'un Etat policier électronique, contre cette mise en fiche de surveillance de l'essentiel de la population, un "Comité contre KIS" s'est constitué à Zurich à l'instigation des Juristes Démocrates et du Manifeste Démocratique. Il faut saluer cette action qui est soutenue par une quinzaine d'organisations politiques et syndicales (dont la LMR). Il faut souhaiter qu'une prise de conscience se manifeste en Suisse romande aussi. Il serait utile par exemple de publier la brochure zurichoise et de l'utiliser pour une campagne d'information.

Guillaume

1) Voir sur ces deux objets "Volk und Recht", éd. française, no 12, juin 1979. Cet organe des Juristes progressistes s'obtient à la case postale 1308, 4001 Bâle.

2) Voir pages 31-32 de la brochure : "KIS : polizeicomputer gegen Bürgerfreiheit", Eco-Verlag, Zurich, 1980. Cette brochure publiée par le Comité zurichois contre KIS nous a fourni l'essentiel de notre information. On peut se la procurer à la librairie LA TAUPE, 8bis rue de la Tour, Lausanne et 22 rue Saint-Léger, Genève ou directement : Buch 2.000, 8910 Affoltern/Albis, au prix de fr. 5.-.



Lausanne, après une vigoureuse campagne :

# les inculpés du GAP libérés !

Près de 1 000 personnes dans les rues de Lausanne, mercredi 6 février, pour protester contre l'incarcération de quatre membres du GAP soupçonnés d'avoir, ô forfait infâme ! peint des slogans contre les juges qui ont mis récemment le détenu W. Stürm au secret dans des conditions scandaleuses (voir brèche no 224). Le jour de la manifestation, les inculpés du GAP étaient libérés et le matériel saisi par perquisition (fichier des Editions d'Enbas entre autres) était rendu à ses propriétaires, non sans que la police ait microfilmé ce fichier, on peut en être sûr !

Succès donc, dû à la réaction immédiate d'une série de personnalités, d'associations, d'organisations politiques et aussi, il faut le saluer, de journalistes qui ont fait un excellent travail.

*D'abord, silence épais des autorités...*

Cela dit, les autorités, fort embarrassées, n'ont, dans un premier temps, répondu ni sur les modalités de la mise au secret de W. Stürm, ni sur les méthodes incroyables employées à l'encontre des présumés "chômeurs". Le juge Krieg de Vevey, le Tribunal d'accusation, le directeur du Bois-Mermet et le Conseiller d'Etat Leuba se sont tus et seule la vigueur des réactions de presse, des multiples déclarations de solidarité<sup>1)</sup> et de la manifestation les a



obligés à sortir du bois. Dans un premier temps même, ils ont fait état, par l'entremise de la Feuille d'Avis de Vevey, des soupçons qui, à leurs yeux auraient justifié la mise au secret de Stürm : ce dernier serait soupçonné d'avoir des liens avec des terroristes... Voilà qui ne justifie pas d'obliger un homme à vivre pendant quelques jours en caleçon, sans ses lunettes et sans être mis au courant de la prolongation

de la mesure de secret; ni de le priver de promenade pendant plus d'un mois, ni de faire espionner une entrevue avec son avocat par des flics...

*... Puis le Conseiller d'Etat Leuba doit admettre les faits*

Vendredi 8 février, Leuba sortait enfin de son mutisme pour rendre

publiques les conclusions d'une enquête menée par le Tribunal d'accusation. En résumé, il reconnaissait l'essentiel des sévices contre W. Stürm, tentant de blanchir le directeur du Bois-Mermet, en rejetant sur les geôliers la responsabilité des "méthodes" employées et en minimisant certaines mesures vexatoires. Il se taisait en revanche sur les inculpés du GAP. En toute bonne conscience, bien sûr.

Ainsi donc il aura fallu une mobilisation fracassante pour que les "bonnes âmes" du pouvoir et de la très libérale Gazette de Lausanne reconnaissent les faits. Pendant ce temps, le Conseil de surveillance du pénitencier, composé de notables bien assis (juge, préfet, députés, conseiller d'Etat, etc.) continuait à ne rien voir, rien dire et surtout à ne rien faire...

*Tentative (avortée) de criminaliser le GAP*

L'intoxication lancée autour de Stürm s'est poursuivie autour de la personne de Gardon : en agissant avec brutalité, en publiant un communiqué injurieux ("l'individu Gardon et ses acolytes", etc.), les flics et les juges ont tenté de discréditer le GAP aux yeux des "braves gens". On peut estimer que le choix de faire des châtiments ou celui des slogans ("Krieg = facho !") n'étaient pas corrects à ce moment. Mais c'est secondaire. Il faut plutôt souligner d'une part que ces châtiments répondaient à un black-out des autorités sur le cas Stürm; et, d'autre part, qu'ils étaient une réaction possible face aux limites très étroites mises par les autorités bourgeoises à toute liberté d'expression (voir aussi les restrictions à l'affichage dénoncées à Lausanne par le Comité pour la liberté d'affichage, dont on reparlera prochainement).

Dans ce sens, la LMR défendra les quatre inculpés du GAP, en dénonçant la tentative de criminalisation dont ils sont l'objet, en totale disproportion avec le "délit" qu'on leur impute.

O. P.

1) Entre autres, celle de 120 étudiants et enseignants de l'Ecole d'études sociales et pédagogiques, à Lausanne.

## Déchets nucléaires

# Non aux forages de la CEDRA

La contre-offensive du lobby nucléaire va bon train. Après l'annonce de la construction d'un laboratoire d'essais souterrain dans le Grimsel, après le dépôt de la demande de l'autorisation générale pour la centrale nucléaire de Graben, le lobby nucléaire a poussé plus loin encore son arrogance : 24 forages sont prévus par la CEDRA (Société coopérative nationale pour l'entreposage des déchets radioactifs) dans les années 1981-84, pour déterminer des lieux éventuels de stockages des déchets radioactifs, sans même que les communes concernées n'en aient été averties. Cette politique scandaleuse a déclenché une vague de protestations qui a sans aucun doute contribué à rapprocher du camp antinucléaire beaucoup de gens qui jusqu'ici restaient dans l'expectative.

La presse a pu entre temps découvrir 7 communes choisies par la CEDRA comme victimes de ses sondages. Et comme à Högendorf et Niedergösgen dans le canton de Soleure, il est presque certain qu'une opposition massive se développera dans ces communes. La diplomatie secrète et l'arrogance de ces messieurs de la CEDRA ne connaissent pas de limites. Le lobby nucléaire essaie, par tous les moyens publicitaires, de rendre les dépôts de déchets radioactifs attractifs

pour la population et par là de faire passer les centrales nucléaires. Les endroits prévus pour ces forages restent tenus secrets, la CEDRA cherchant à pratiquer une politique du fait accompli et à désamorcer autant que possible la résistance.

Le mouvement antinucléaire a réagi fortement à cette offensive de la CEDRA. Et ces protestations vont même jusqu'au PDC, qui, dans son service de presse, déplore cette "drôle" de politique d'information. Une série de 12 forages sont prévus sur le Plateau à l'Est de la ligne Soleure / Bâle. D'après la nouvelle loi nucléaire, une conception finale doit être élaborée pour le stockage des déchets jusqu'à fin 1985.

**Une orientation claire du mouvement antinucléaire**

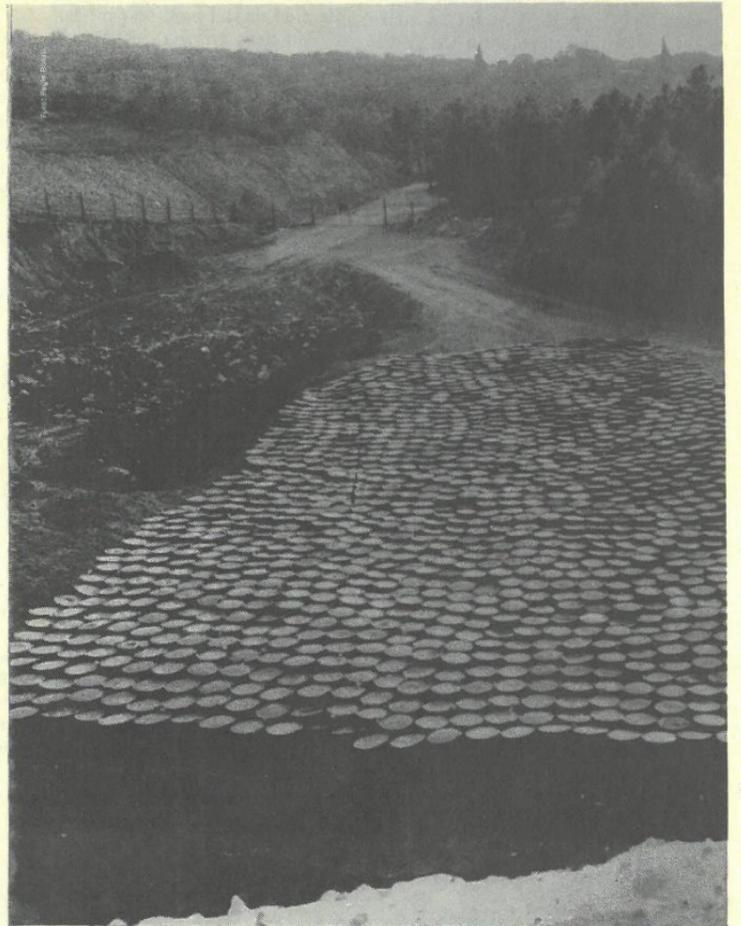
Le mouvement antinucléaire et en particulier la Coordination Nationale (CN) s'est opposé de manière résolue à tous les dépôts de déchets en Suisse tant qu'un terme n'aura pas été fixé à la production de ces déchets. Seul l'arrêt du programme nucléaire actuel, la mise hors service des centrales en fonction pourraient permettre une véritable discussion autour de ces sondages. Cette conception doit être au centre de la campagne contre les dépôts de déchets.

**La résistance s'organise !**

Un laboratoire d'essai souterrain pour les déchets doit donc être construit au Grimsel. Malgré toutes les assurances données par les autorités sur le fait qu'il n'y aurait pas de dépôt dans cette région, une résistance farouche s'est manifestée contre ce projet, qui réunit le cartel syndical et divers groupes régionaux. Une opposition légale en bonne et due forme a été déposée contre ce projet. A Högendorf, où l'on apprit qu'un forage expérimental devait avoir lieu, un comité contre ce forage s'est immédiatement constitué; même les radicaux soleurois s'y sont opposés, devant la résistance de la population !

La CEDRA peut ainsi compter sur une résistance large et farouche partout où elle entend forer même si les arguments qui sont à l'avant plan chez les opposants dans ces villages sont souvent très localistes.

La tâche de la CN et de tout le mouvement antinucléaire est avant tout d'ancrer une véritable perspective antinucléaire dans ces organisations locales et souligner le caractère national des projets de la CEDRA, ce qui implique des mobilisations et des actions de solidarité à cette échelle également. Ces deux perspectives sont d'autant plus importantes que les "fronts de refus" locaux dépassent largement, par



Pas de dépôts de déchets nucléaires tant que l'arrêt de leur production n'a pas été obtenu !

leur composition, les organisations actuelles du mouvement antinucléaire. Et si cette orientation ne peut pas se concrétiser, il faudra s'attendre à des défaites partielles et graduelles du mouvement, dans différents endroits. Dans la perspective de mobilisation à court terme, et à côté du travail d'explication permanent, la marche de Pentecôte offre la meilleure possibilité de poser centralement la question des déchets et, éventuellement, de pla-

cer la construction de Graben aussi au centre de la manifestation. Ce serait là une réponse nationale à la CEDRA et constituerait une caisse de résonance pour des actions à envisager dans le futur (occupations par exemple). La marche peut être aussi l'occasion de confronter des expériences d'opposition à la politique de l'Etat, en vue du début des forages en 1981, dans différentes régions.

M.S.

Tunisie :

# deux ans après la grève générale, la crise reste ouverte

Que s'est-il passé exactement à Gafsa, en Tunisie, ce 26 janvier 1980 ? Simple attaque insensée de prétendus commandos libyens comme Giscard et Bourguiba le claironnent sur tous les toits ? Ou bien action militaire bénéficiant d'une sympathie agissante de la population de cette région, connue pour être un foyer d'opposition et proche des mines de phosphates où se déroulent plusieurs grèves ces deux dernières années ?

Ce qui est sûr c'est que le choix de la date ne doit rien au hasard : le 26 janvier 1978, la grève générale était noyée dans le sang par le régime Bourguiba. Depuis, les contradictions qui avaient provoqué cette explosion sociale n'ont en rien été maîtrisées. Et le "Combattant suprême" se fait chaque jour plus vieux.

## Un régime à bout de souffle

Les événements de Gafsa surviennent à un moment où les tensions sociales vont croissantes en Tunisie : plusieurs hausses de prix des produits de premières nécessités (le pain, l'huile, le sucre) ont provoqué une série de grèves. Chômage et difficultés de trouver un emploi entraînent l'émigration de nombreux jeunes. Dans les endroits où existent des traditions de lutte, comme à Sfax — où les cheminots en grève, après avoir déversé de l'essence autour de leur entreprise, menacèrent d'y mettre le feu si les flics intervenaient —, les confrontations sont souvent dures.

Politiquement, la situation n'est pas meilleure : le dernier congrès du Destour, le parti "socialiste" de Bourguiba, a donné l'image d'une lutte acharnée entre les différentes cliques qui le composent; l'intervention personnelle du président à vie a été nécessaire pour remettre de l'ordre dans la maison. Les élections-farces de novembre 1979 (seuls les militants destouriens et les personnes de bonnes intentions pouvaient être candidats; il ne pou-

vait y avoir plus de deux candidats par siège) n'ont pas réussi à colmater les brèches : on y vit le plus fort taux d'abstention jamais enregistré depuis l'indépendance (près de 30 o/o à Tunis). Même l'opposition libérale bourgeoise est en perte de vitesse; son hebdomadaire "Er Raï" a perdu le tiers de ses lecteurs.

## Renforcer la répression ?

Malgré la répression féroce qui avait suivi la grève générale de janvier 1978, le régime n'avait pu briser la combativité ouvrière. Pourtant, la liquidation de toute opposition, ouvrière, syndicale ou politique, a été poussée très loin. Le rétablissement de l'ordre par la force militaire avait provoqué l'arrestation de la totalité de la direction de l'UGTT (confédération syndicale tunisienne), les jugements expéditifs d'environ trois mille manifestants, les licenciements d'autant de militants syndicaux. La reprise en main de la jeunesse s'était faite par l'instauration, sous couvert de service civil, de véritables chantiers de travail pour les jeunes.

Vinrent ensuite les procès des militants et cadres de l'UGTT, et des groupes politiques PRPT et "Each Chaab clandestin".

Aujourd'hui encore, environ cent cinquante prisonniers politiques et syndicaux, auxquels s'ajoutent les centaines d'autres condamnés, pris "en flagrant délit" d'opposition, croupissent dans les prisons de Bourguiba.

Compte tenu de la persistance des luttes sociales, de l'impasse et de l'isolement du régime "socialiste" destourien, il n'est pas impossible d'assister à un développement de la répression qui, prenant l'affaire de Gafsa pour prétexte, tenterait de recréer l'Union sacrée autour du Destour, pour mieux briser les luttes. La propagande menée en Tunisie autour de "l'agression étrangère" perpétrée à Gafsa, de la mégalomanie du colonel Khadafi (chef de l'Etat libyen), ainsi que

les réactions des différents courants de l'opposition — qui, des bourgeois au PC tunisien se sont, avec quelques réserves, rangés derrière Bourguiba — semblent indiquer qu'un premier pas a été fait dans cette voie.

Ce choix du régime ne changera rien à sa faillite, mais il rendra son agonie plus pénible aux masses laborieuses tunisiennes. Plus que jamais la solidarité internationale leur est nécessaire.

Ptr.



## Derrière le boycott des Jeux Olympiques L'offensive impérialiste

"La fin de l'olympisme moderne ?", interroge la presse après que Carter a annoncé que les USA boycotteront les Jeux Olympiques si l'URSS ne retire pas ses troupes d'Afghanistan avant le 20 février. Thatcher, la Britannique, Clark, le Canadien, après l'Arabie Saoudite, lui ont emboîté le pas.

Nous ne sommes pas les défenseurs de l'olympisme. Que les Jeux Olympiques soient morts, cela ne nous gênerait pas. Mais derrière l'idée de boycott des Jeux de Moscou s'en profile une autre : le boycott économique de l'URSS. Et contre ce boycott-là, nous nous battons. Non pas pour défendre l'opération de prestige de la bureaucratie soviétique, mais pour défendre ce qui en URSS subsiste des conquêtes de la révolution d'Octobre, pour défendre ses fondements, que la politique criminelle de Brejnev et consorts met en danger chaque jour davantage.

Dans cette histoire de boycott il n'y a pas deux camps, l'un vertueux représenté par Carter, le soudain défenseur des peuples opprimés et l'autre, hideux, celui des chars soviétiques et de leur goulag. Un tel découpage du monde n'existe que dans la tête de ceux qui se sont laissés prendre par l'incroyable hypocrisie de l'impérialisme et de la presse à ses ordres.

Le défenseur des droits de l'homme, Carter, est le chef d'un Etat qui n'a pas hésité à déverser des millions de tonnes de bombes de napalm sur l'Indochine insurgée contre sa loi, qui n'a pas hésité à envoyer ses marines à Saint-Domingue pour abattre un gouvernement librement élu qui bravait ses intérêts dans la région. Et ce sont encore les services secrets de cet Etat, cette CIA que Carter veut aujourd'hui soustraire au contrôle de la Chambre des représentants, qui ont fomenté le putsch du sinistre Pinochet au Chili.

Margaret Thatcher, Premier ministre britannique et autre représentant de la vertu libérale, n'est-elle pas à la tête d'un Etat qui occupe militairement une partie de l'Irlande, qui enferme sans jugement dans des camps de concentration ceux qui luttent contre cette occupation, qui laisse mourir les prisonniers politiques dont la grève de la faim jusqu'au bout est devenue la seule arme.

Décidément, on pourrait rire de

cette soudaine et hypocrite vertu, si l'enjeu n'était pas l'existence de l'Etat ouvrier en URSS, s'il ne s'agissait pas d'une offensive en règle de l'impérialisme pour reprendre l'initiative.

Car le boycott ne touche pas, et de loin, la bureaucratie soviétique. Celle-ci aura beau jeu de faire marcher à plein le réflexe nationaliste de forteresse assiégée. Et d'expliquer, à juste titre, que les mesures impérialistes visent avant tout à affamer les travailleurs soviétiques. Pire, à cause de ce boycott, la bureaucratie pourra cacher ses propres responsabilités dans la crise économique sans précédent qui touche l'Est européen. Responsabilités, dont les travailleurs polonais, mais aussi russes, sont de plus en plus conscients. Les rétorsions impérialistes, c'est le voile jeté sur l'incapacité bureaucratique d'assurer une planification économique. Elles rendront plus difficile la lutte du prolétariat soviétique pour mettre à bas le pouvoir des bureaucraties. Mais n'est-ce pas ce que recherche l'impérialisme, par-delà sa soudaine et hypocrite préoccupation du sort des oppositions en URSS ?

## Non, l'URSS n'est pas l'Allemagne de Hitler

On nous abreuve à volonté de comparaisons entre l'Allemagne de

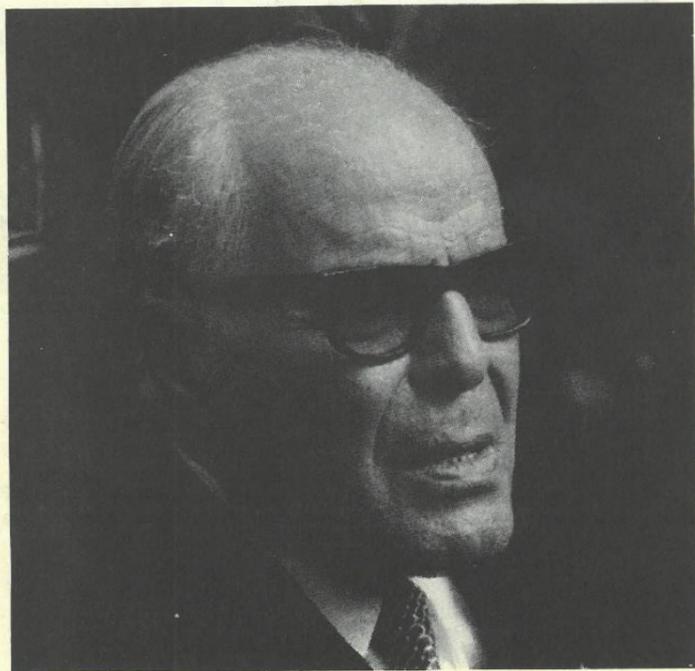
Hitler et la Russie de Brejnev. "Mêmes méthodes, même combat", nous dit-on. Et effectivement, la répression anti-ouvrière d'un Brejnev n'a d'égale que celle que mènent au Chili un Pinochet, en Argentine un Videla et hier, un Hitler en Allemagne.

Alors, est-ce un hasard si ceux qui dénoncent avec tant de violence la dictature brejnevienne se taisent quand la question de démocratie est posée en Argentine ou au Chili ? Est-ce un hasard si les tortures de Pinochet et les "disparitions" de militants ouvriers argentins ne font pas les gros titres de la presse ? Non, car les pisse-copies de l'impérialisme savent faire la différence entre ceux qui assassinent pour défendre les profits, pour défendre la "libre entreprise", c'est-à-dire la libre exploitation des travailleurs et ceux qui, tout en réprimant les prolétaires, continuent, qu'ils le veuillent ou non, à porter le poids des conquêtes d'Octobre, le fardeau d'une économie d'où les capitalistes ont été chassés.

Car si les enfants de Staline font tout leur possible pour donner au communisme l'image hideuse qui est la leur, pour s'opposer à la révolution mondiale, pour empêcher que les masses soviétiques ne les balaient, ils doivent défendre la base de leur pouvoir : l'expropriation de la bourgeoisie et l'économie nationalisée d'URSS. Et ils doivent, quelle que soit leur volonté, étendre ces bases partout où ils veulent prendre pied pour longtemps. Il le font à leur manière, avec les chars et les policiers à chaque coin de rue, mais en même temps ils restreignent le champ d'intervention du capital impérialiste.

Et ce qui fait crier aujourd'hui les Carter, les Thatcher et nos petits roquets locaux, ce n'est pas le bruit des bottes des kagébistes, c'est le fait que l'Afghanistan risque d'échapper au marché impérialiste, à leur emprise.

Cyril Smuga



Grande-Bretagne :

# la grève de la sidérurgie se durcit



Pour la sauvegarde de l'emploi, préparer la grève générale, seule réponse à la hauteur de l'attaque du patronat et du gouvernement Thatcher.

Le 28 janvier une grève de 24 heures a paralysé le Pays de Galles; déclenchée par les syndicats des mineurs, des métallurgistes et des cheminots, pour la défense de l'emploi dans la sidérurgie et le charbonnage. Le mouvement a été décidé après l'échec des tentatives de compromis faites par les directions syndicales et qui visaient à retarder de deux ans les restructurations dans cette région.

200 000 travailleurs ont fait grève, les trains et les ports ont été entièrement paralysés. Le dirigeant de l'ISTC, le syndicat des sidérurgistes, Bill Sirs, fortement impressionné par l'énorme solidarité qui s'est manifestée, déclarait à un meeting de masse à Cardiff : "Aujourd'hui, c'est le début d'une révolution, une révolution contre une politique qui détruit la région et veut en faire un pays qui doit vivre du tourisme seulement. Ce n'est pas là que le problème du Pays de Galles mais celui de toute l'Angleterre. Qu'en est-il d'une grève générale ? C'est le dernier recours que des gens comme moi, qui ont des positions responsables, veulent utiliser, mais si c'est notre dernier moyen..."

Le climat social s'est largement tendu en Grande-Bretagne après l'annonce récente d'une augmentation des prix, notamment des tarifs du gaz et de l'électricité et celle

d'une augmentation du nombre de chômeurs, la plus forte depuis 1975. En plus, les travailleurs des eaux et des égouts menacent de se mettre en grève à leur tour si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

## La bureaucratie syndicale à la recherche d'un compromis

Les négociations entamées entre la British Steel Corporation et les dirigeants syndicaux ont été rompues le 8 février. Les syndicats ont alors annoncé un durcissement du mouvement, en particulier au Pays de Galles où une nouvelle grève générale pourrait être lancée. Dans la grève de la sidérurgie, qui dure déjà depuis plus de 6 semaines, la détermination des travailleurs ne faiblit pas. Confrontés à un plan de restructuration de la branche qui prévoit 53 000 licenciements sur un total de 150 000 salariés, dans un délai de huit mois, les sidérurgistes se savent au cœur d'une véritable épreuve de force. Un spectre hante d'ailleurs le gouvernement conservateur comme la bureaucratie syndicale, celui d'une grève générale du type de celle de 1926. Mais le gouvernement Thatcher entend bien faire plier les travailleurs et permettre à la British Steel (BSC) de réaliser son "dégraissage". La "dame de fer" veut obtenir un recul des syndicats et peut compter sur

leur division et la politique de compromis menée par les directions nationales.

Il faut savoir que l'ISTC n'avait dans un premier temps pas réagi à l'annonce des fermetures d'aciéries et des licenciements massifs. C'est sur une question de salaires que la grève a été déclenchée. L'ISTC est traditionnellement un syndicat anti-démocratique, très droitier. Il n'a tenu qu'un congrès depuis 40 ans ! La hiérarchie règne encore dans le syndicat comme à l'intérieur de l'usine et les divisions des différentes catégories d'ouvriers de l'acier se reflètent dans les sections syndicales et entre les fédérations.

Après la rupture des négociations du 8 février, les responsables syndicaux représentant 45 o/o des salariés de la BSC ont approuvé le principe d'une augmentation des salaires de 14 o/o proposée par la direction de l'entreprise; l'ISTC, le principal syndicat, l'a refusé et continue à exiger 20 o/o d'augmentation. Dans le secteur privé, le mouvement de grève subit aussi des pressions gigantesques pour une reprise du travail. Malgré ces failles dans le camp des salariés, la solidarité avec les grévistes ne faiblit pas. Il faut dire que l'enjeu de la grève est de taille : la politique salariale, la suppression d'emplois et la remise en cause des libertés syndicales.

## Développer la solidarité, vers une grève générale

Pour permettre à la grève de tenir et de faire face à l'épreuve de force que cherche la bourgeoisie, il s'agit de mettre l'accent sur l'auto-organisation et la prise en charge par les travailleurs eux-mêmes de leur lutte. Cette auto-activité se manifeste entre autres par la multiplication de piquets de grève volants qui interviennent devant les entreprises du secteur privé qui travaillent encore, mais surtout devant les entrepôts de stockage. Nos camarades de l'International Marxist Group, section anglaise de la IVe Internationale cherchent essentiellement dans leur activité à favoriser l'auto-organisation des grévistes et à développer une réponse centralisée, nationale à ces attaques du patronat et du gouvernement conservateur. Il faut parvenir à entraîner dans la lutte un maximum de travailleurs autour du refus des licenciements, la question de l'emploi étant centrale dans toute une série de secteurs. Et pour vaincre, la lutte des sidérurgistes doit être prise en charge par l'ensemble de la classe ouvrière par la grève générale. Le développement au sein même de l'ISTC d'une opposition à la politique de collaboration de classe est aussi une tâche urgente.

Vincent

Iran

## Bani Sadr : un nouveau Soares ?

Le 25 janvier Bani Sadr a été élu président de la république islamique d'Iran, réunissant de manière inattendue 75,7 o/o des suffrages. Le candidat de la bourgeoisie, de l'aile la plus dure et la plus compromise avec le shah, l'amiral S.A. Madani, a obtenu 14,6 o/o des voix et le candidat du Parti républicain islamique (PRI) que soutenait aussi le Parti communiste iranien, le Tudeh, n'en a recueilli que 4,8 o/o. Ce résultat du PRI sanctionne l'échec de la hiérarchie chiite : alors que ce parti avait obtenu la quasi totalité des sièges, l'année dernière, lors de l'élection à la Constituante, il s'est montré incapable, malgré l'appui de Khomeiny, de rassembler autour de la hiérarchie la majorité des masses.

Cette défaite politique des mollahs s'est concrétisée par le fait que l'imam a été dans l'impossibilité d'indiquer, durant la campagne électorale, le candidat de son choix et il a préféré s'isoler plutôt que de se voir désavouer par les résultats pourtant largement truqués de l'urne. Il est vrai que le Conseil de la Révolution a été totalement débordé par la mobilisation anti-impérialiste déclenchée par l'occupation de l'ambassade américaine, par le développement des conseils ouvriers et l'émergence de luttes paysannes pour la réforme agraire. La bourgeoisie iranienne a voté pour Madani, un rallié de la dernière heure au régime islamique et qui avait fait ses preuves dans l'armée du shah. Elle a marqué par là sa volonté de s'opposer à la mainmise des mollahs sur l'appareil d'Etat et sur l'économie parce qu'elle les considère fondamentalement incapables d'en assurer la gestion.

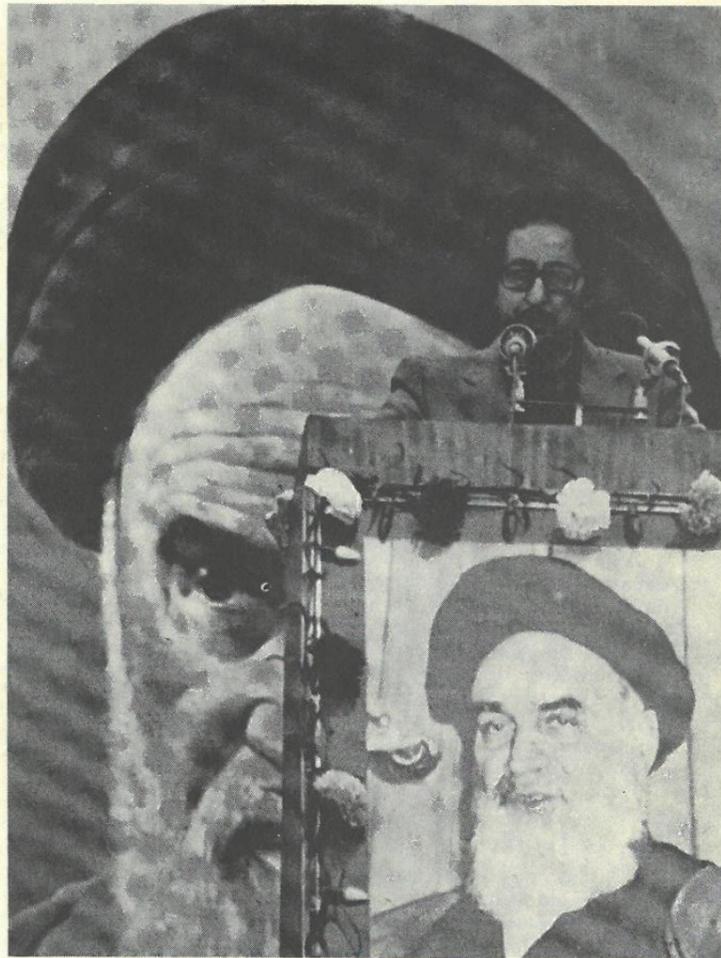
### Bani Sadr, l'homme de la normalisation ?

Ces élections présidentielles ont été totalement antidémocratiques : seules les forces islamiques pouvaient y prendre part, Khomeiny en avait exclu toutes les forces de gauche. Malgré cet aspect de farce, elles ont permis de tirer une conclusion centrale — outre celle de l'incapacité incontestable du clergé chiite qui ne disposait d'aucune personnalité crédible à même d'unifier ses rangs, excepté Khomeiny — : la victoire de Bani Sadr, élu à cause de ses options islamiques socialement radicales, est en fait la victoire du candidat qui apparaît comme le plus capable de restaurer l'ordre bourgeois, ébranlé en particulier par les occupations de terres, l'apparition des "shoras" (conseils ouvriers) dans les usines et le mouvement des nationalités. La bourgeoisie a misé sur Bani Sadr parce qu'elle pense pouvoir compter sur son prestige auprès des masses pour reconstruire son appareil d'Etat. Ses premières déclarations sont claires de ce point de vue : investi dans sa fonction à la fois par Khomeiny et les chefs de l'armée, il a annoncé la dissolution des comités islamiques, le remplacement de la SAVAK par une nouvelle centrale de renseignements, des mesures visant à rétablir une seule autorité en Iran, celle du Conseil de la Révolution et du gouvernement contre le pouvoir des étudiants qui occupent l'ambassade américaine. Il a ainsi fait libérer le ministre de l'information M. Minachi, arrêté parce qu'accusé par les étudiants de complicité avec la CIA.

Bani Sadr déclare être décidé "à mettre un terme à l'anarchie"; et pour ce faire il devra s'appuyer sur l'armée et se doter d'un parti pour les élections législatives qui auront lieu en mars. Or pour l'instant l'armée n'est pas à même de jouer un tel rôle : plusieurs unités ont refusé d'intervenir au Kurdistan. De plus Bani Sadr doit chercher le compromis avec les USA; Carter lui a facilité la tâche en levant les sanctions économiques. Mais il doit aussi tenir compte de la popularité dont jouissent les occupants de l'ambassade, rempart important contre toute évacuation.

### Obstacle de taille pour Bani Sadr : des conseils ouvriers qui contrôlent les stocks, ouvrent les livres de comptes et remettent en marche la production

Aujourd'hui dans la plupart des unités industrielles il existe des shoras, c'est-à-dire des conseils, qui sont à la fois des structures d'auto-organisation élémentaire et des substituts à un mouvement syndical qui n'existe pas. Comme les commissions de travailleurs au Portugal en 1975, ces organes sont aussi l'expression de l'absence d'un embryon même de mouvement ouvrier clandestin sous la dictature. Ces shoras ne sont en aucun cas des conseils ouvriers achevés, des soviets; de très grandes différences existent d'un secteur et d'une usine à l'autre. Mais les premières formes de liaison — sinon de centralisation



Sous l'oeil attentif de Khomeiny, Bani Sadr s'engage à restaurer l'ordre bourgeois.

— de ces shoras sont apparues ces dernières semaines. Certains de ces shoras sont plutôt islamiques et collaborent avec le ministre de l'Industrie, d'autres sont plus radicaux, développant une activité indépendante de l'Etat. Il s'agit sans aucun doute d'une étape essentielle sur la voie de la reconstruction du mouvement ouvrier iranien. La question décisive réside d'une part dans la centralisation et la généra-

lisation des shoras et de l'autre dans leur expression politique centrale et indépendante. Avec le véritable bouillonnement des campagnes (manifestations de paysans, occupations de terres), Bani Sadr et la bourgeoisie iranienne auront fort à faire pour canaliser les masses iraniennes en lutte et pour rétablir les conditions "normales" du marché en Iran capitaliste.

Vincent

# Amérique centrale : LA MONTEE DES LUTTES

Rarement un paysage politique aura été si rapidement bouleversé dans une région qu'en Amérique centrale. Depuis la chute de Somoza, en juillet 1979, la montée des mobilisations devient évidente dans une série de pays : au Salvador, bien sûr, où le rythme et l'ampleur des confrontations annoncent un proche affrontement central. Mais aussi au Guatemala, où la résistance à l'une des plus terribles dictatures du globe s'organise et trouve un écho de masse. La Mer des Caraïbes a été allégrement franchie par cette vague de luttes et de mobilisations populaires : dans les Petites Antilles, à Grenade, la prise du pouvoir par le New Jewel Movement, organisation castrisante, témoigne de la dynamique révolutionnaire à l'oeuvre. On la retrouve, atténuée, dans les victoires électorales des partis réformistes à Sainte-Lucie et à la Dominique. Malgré tous les obstacles, au premier rang desquels il faut bien évidemment compter l'impérialisme américain et les bourgeoisies locales, jamais les conditions n'auront été aussi favorables à une révolution prolétarienne dans la zone Amérique centrale - Caraïbes.

## EL SALVADOR : le gouvernement acculé par les mobilisations

Les illusions que certains auraient pu avoir lors de la prise du pouvoir, en octobre 1979, par la junte militaire mise en place par l'impérialisme, ont rapidement été dissipées : depuis trois mois, la tâche essentielle du gouvernement et de la junte a été de tenter de bloquer l'essor révolutionnaire, en recourant à une répression sauvage

(plus de 600 morts depuis la mi-octobre).

Elle n'a cependant ni empêché l'unité des mouvements révolutionnaires, ni le développement des mobilisations qui culminèrent dans l'imposante manifestation du 21 janvier.

### La coordination

Le vendredi 11 janvier, à San Salvador, les trois organisations révolutionnaires (le Bloc Populaire Révolutionnaire - BPR, le Front



Quatre kilomètres et demi de manifestations dans les rues de San Salvador.

d'Action Populaire Unifié - FRAPU, les Ligues Populaires du 28 février - LP 28) et l'organisation légale du Parti communiste salvadorien, l'Union Démocratique Nationale, ont formé une coordination nationale des organisations révolutionnaires et populaires. Le Parti communiste, après avoir participé durant deux mois au gouvernement mis en place par la junte du 15 octobre, a dû, sous

la pression de sa base ouvrière et devant la radicalisation des masses, rejoindre le front des organisations révolutionnaires.

La première action de la coordination a été de lancer un appel à une grève générale pour le 22 janvier, anniversaire de l'insurrection de 1932, lorsque sous la direction du Parti communiste, les masses paysannes se soulevèrent contre la dictature militaire.

## La grève générale

L'ampleur de la manifestation organisée dans la capitale, paralysée par la grève générale, fut sans précédent : par centaines de milliers, les ouvriers, paysans, étudiants, hommes et femmes, ont défilé dans les rues durant plusieurs heures, reprenant, à côté des mots d'ordre célébrant l'unité, les slogans de la révolution nicaraguayenne. Ce succès était insupportable pour le gouvernement : au moment où la tête du cortège atteignit l'endroit prévu pour un meeting unitaire, les tireurs de la Police nationale ouvrirent le feu, tuant plus de 60 manifestants et en blessant quelque deux cents autres.

La riposte de la coordination nationale à ce véritable massacre ne se fit pas attendre : décrétant un deuil national, elle appela à une grève générale de trois jours. Les organisations syndicales estimant que cent cinquante mille ouvriers et trois cents mille travailleurs agricoles participèrent à cette grève, bloquant complètement l'activité économique du pays.

L'épreuve de force entre le mouvement révolutionnaire et le gouvernement appuyé par l'impérialisme est ainsi engagée; les combats décisifs, la grève générale insurrectionnelle, sont proches.

## GUATEMALA : échec à la terreur

L'intervention de l'armée contre l'occupation de l'ambassade espagnole par des paysans protestant contre la répression, qui entraîna la mort de quarante personnes, a soudainement rappelé l'existence d'une dictature impitoyable, faisant de ce pays un endroit où "Etre dirigeant syndical ou membre actif d'un syndicat aujourd'hui équivaut à mettre sa vie en danger" (Amnesty International).

Cette terreur de masse - depuis 1966 on compte environ 20 000 personnes assassinées par l'armée ou les organisations paramilitaires - n'a pu éviter que se développe et s'organise une résistance populaire.

L'unification des organisations syndicales (CNUS), rassemblant plusieurs dizaines de milliers de travailleurs lors de la manifestation traditionnelle du 20 octobre, et des organisations paysannes (CUC) constitue un pas important dans ce sens. La lutte contre la répression a amené la constitution d'un Front démocratique contre la répression, qui s'étend jusqu'aux deux partis sociaux-démocrates de l'opposition légale, le FUR et le Parti socialiste guatémaltèque.

Une unification des organisations de guérilla, qui apparaissent dès 1963, un an après l'écrasement de l'insurrection de la capitale, s'est réalisée au sein de la Tripartite, qui regroupe les FAR (Forces armées rebelles), l'EGP (Armée des guérilleros des pauvres) et le Parti guatémaltèque du travail (parti communiste).

Cette réorganisation des forces, ouvrières et paysannes traduit incontestablement le développement du niveau de conscience du mouvement populaire, trempé au feu des grèves ouvrières et des luttes paysannes contre les expropriations et la circonscription forcée.

Ptr.

## Pérou :

### une candidature unitaire d'Hugo Blanco

# POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

Pour la première fois dans son histoire, la quasi totalité des forces de la gauche révolutionnaire péruvienne se retrouve dans un front électoral commun, l'ARI (Alianza Revolucionaria de Izquierda - Alliance de la gauche révolutionnaire, dont l'abréviation signifie "oui" en quetchua, la langue des populations indiennes du Pérou).

A la tête de ce front, notre camarade Hugo Blanco, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs, section péruvienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, et candidat à la présidence de la république, lors des élections du 18 mai prochain. L'ARI présente également des candidats au Sénat et à la Chambre des députés.

### De l'effrètement...

Quelques mois avant les élections, ce qui avait été une des forces de la gauche révolutionnaire péruvienne lors des élections à l'Assemblée constituante en 1978 semblait devoir disparaître. En effet, ses deux alliances électorales, l'UDP et le FOCEP partaient à vau-l'eau. Le sigle du FOCEP était confisqué par les staliniens, grâce à la candidature manoeuvrière de Genaro Ledesma (ancien dirigeant du FOCEP, propriétaire légal du sigle, soudain rallié à la collaboration de classe). Pour leur part, différents courants maoïstes, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UDP appelaient à une candidature "marxiste-léniniste".

### ... au front électoral unitaire

Le PRT toutefois, soulignant la nécessité d'offrir à la mobilisation soutenue des masses péruviennes un cadre unitaire, proposa la constitution d'un front électoral, basé sur un programme d'actions répondant aux besoins immédiats de ces masses, tout à la fois moyen et expression de l'indépendance de classe. Cette démarche, grâce à la popularité d'Hugo Blanco et à la pression unitaire généralisée allait bientôt se concrétiser largement. Du MIR, une des composantes de l'UDC, l'alliance s'étendit à l'ensemble de l'Union, donnant naissance à l'ARI. L'accord qui en est à la base stipule qu'"aucune formation bourgeoise ne pourra participer à une telle alliance", provoquant l'exclusion de l'ARS, petit groupe membre d'un front maoïste considéré comme bourgeois par le PRT. L'accord comprend également une répartition égalitaire, par moitié, des candidatures électorales entre les courants maoïstes et centristes et le bloc socialiste regroupant la majorité des forces trotskystes.

La dynamique déclenchée par l'ARI a rapidement joué : le FRAS et l'UNIR, deux organisations qui n'étaient ni dans le FOCEP, ni dans l'UDP se sont jointes à l'accord. Le POMR, organisation trotskyste affiliée au CORQI, a lui aussi rejoint l'ARI. Seul le PST, organisation de la Fraction bolchévique, qui pourtant avait fait campagne pour une

candidature trotskyste d'Hugo Blanco, a préféré rester dans un splendide isolement sectaire.

### Pour l'indépendance de classe

Alors que la bourgeoisie est faible et divisée, que l'APRA, le parti populiste bourgeois, connaît de fortes dissensions internes et une perte de prestige notable après la mort de son leader historique Haya de la Torre, l'ARI et Hugo Blanco symbolisent l'alternative des masses exploitées au Pérou.

Le développement de la campagne, en liaison avec les luttes et les mobilisations, donnera la possibilité de faire un grand pas en avant dans l'indépendance organisationnelle et politique des masses laborieuses péruviennes.

Ptr.

### Hugo Blanco en grève de la faim pour la légalisation des organisations révolutionnaires

La formation de l'ARI et son impact populaire ont surpris la dictature militaire au Pérou. La réaction toutefois ne s'est pas fait attendre : une intense campagne de dénonciation du danger que représenterait le PRT, instrument d'une "opération internationale de trotskysme", pour la démocratisation du Pérou. Outre la volonté de diviser l'ARI, cette campagne vise à justifier la non-légalisation du PRT.

A ce jour, aucune des organisations de l'ARI n'a encore été légalisée. Le POMR et le PRT, qui ont chacun collecté bien plus que les 40 000 (!) signatures nécessaires, attendent toujours, alors que le délai pour que le Tribunal électoral se prononce est en train d'expirer.

Pour que cessent ces manoeuvres, pour que soient respectés les droits démocratiques élémentaires, pour la légalisation des organisations révolutionnaires, Hugo Blanco, appuyé par toutes les forces de l'ARI a entamé une grève de la faim à l'intérieur même du Tribunal électoral national.

### Liste des sigles

- FOCEP : Front unique, paysan, étudiant et populaire, regroupant l'essentiel des forces trotskystes, une organisation maoïste, des groupes centristes et des secteurs importants du syndicalisme ouvrier et paysan.
- UDP : Union démocratique populaire, rassemblant essentiellement des organisations maoïstes, centristes et syndicales.
- PST : Parti socialiste des travailleurs, lié à la Fraction bolchévique, qui vient de scissionner de la IV<sup>e</sup> Internationale.
- PRT : Parti révolutionnaire des travailleurs, section péruvienne de la IV<sup>e</sup> Internationale.
- POMR : Parti ouvrier marxiste-révolutionnaire, lié au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.